

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 177**1^{er} février 2002****SOMMAIRE**

Akir Finances S.A., Luxembourg	8492	M-Fund Sicav, Luxembourg	8480
Alcanda Holding S.A., Luxembourg	8489	Mangen Constructions, S.à r.l., Steinfert	8473
Avaya International Enterprises Limited, S.à r.l., Luxembourg	8453	Mangen Frères, S.à r.l., Steinfert	8478
Avaya International Enterprises Limited, S.à r.l., Luxembourg	8455	Mannelli Electronics S.A., Bertrange	8482
Foncière d'Investissements Méditerranée, S.à r.l., Luxembourg	8461	Massena Holding S.A., Luxembourg	8477
Foncière d'Investissements Méditerranée, S.à r.l., Luxembourg	8462	Mercan Holding S.A., Luxembourg	8481
Generali Multimanager Sicav, Luxembourg	8463	Milano S.A., Luxembourg	8483
Generali Multimanager Sicav, Luxembourg	8465	Mill Shoes, S.à r.l., Luxembourg	8483
Insurance Participations Company S.A.H., Luxembourg	8471	Minos Participations S.A., Luxembourg	8483
International Hotel Development Company S.A., Luxembourg	8471	Mirabella S.A.H., Luxembourg	8479
International Lift System, S.à r.l., Luxembourg ..	8471	Miva S.A., Luxembourg	8482
International Portfolio Holding S.A., Luxembourg ..	8474	MMI International (Luxembourg), S.à r.l., Luxembourg	8457
Intershipping S.A., Luxembourg	8472	Monastar S.A., Luxembourg	8484
Intershipping S.A., Luxembourg	8473	Monat Holding S.A., Luxembourg	8484
IT Masters International S.A., Information Technology Masters International S.A., Luxembourg ..	8465	Mondial T Holding S.A., Luxembourg	8483
Jabora Investments S.A., Luxembourg	8474	Mondialux Investissement S.A.H., Luxembourg ..	8485
Kelly Optimal Holding S.A., Luxembourg	8474	Monpat S.C.I., Mondorf	8485
Kemon S.A., Luxembourg	8462	Monpat S.C.I., Mondorf	8486
Kortisa & Krüger Holding S.A., Luxembourg	8475	Mulan S.A., Luxembourg	8486
Kortisa & Krüger Holding S.A., Luxembourg	8475	(L') Olivaie S.A., Luxembourg	8479
L.J.D. S.A., Luxembourg	8478	Ottogas International S.A., Luxembourg	8486
L.J.D. S.A., Luxembourg	8478	Paraíso Holding S.A., Luxembourg	8488
L.J.D. S.A., Luxembourg	8478	Parginor S.A., Luxembourg	8488
L.J.D. S.A., Luxembourg	8478	Parginor S.A., Luxembourg	8488
Laguana Finance S.A., Luxembourg	8475	Parma Holdings S.A., Luxembourg	8487
Land Holding S.A., Luxembourg	8476	Parma Holdings S.A., Luxembourg	8487
LC Conseil, S.à r.l., Howald	8476	Parma Holdings S.A., Luxembourg	8487
LC Conseil, S.à r.l., Howald	8477	Parma Holdings S.A., Luxembourg	8487
Legato Finance S.A., Luxembourg	8477	Parma Holdings S.A., Luxembourg	8487
Logis Modernes S.A., Hesperange-Howald	8452	Parma Holdings S.A., Luxembourg	8488
Loriquet Holding S.A., Luxembourg	8475	Paul Schaal et Fils, S.à r.l., Mersch	8484
Lower Basin S.A., Luxembourg	8480	Pedifit, S.à r.l., Luxembourg	8488
Lower Basin S.A., Luxembourg	8480	Pétange Tapis d'Orient, S.à r.l., Pétange	8492
Lux Real Estate Group, S.à r.l.	8479	Pinex S.A., Luxembourg	8471
Lyx, S.à r.l., Luxembourg	8474	Pious Holding S.A., Mamer	8492
Lyx, S.à r.l., Luxembourg	8474	PKB International S.A., Luxembourg	8496
		Podium Investments S.A., Luxembourg	8496
		S.T.I.L. - Société de Travaux et d'Investissements Luxembourgeoise S.A.	8450
		Winch Venture S.A., Luxembourg	8450
		Ziefer S.C.I., Luxembourg	8455

**S.T.I.L. - SOCIETE DE TRAVAUX ET D'INVESTISSEMENTS LUXEMBOURGEOISE S.A.,
Société Anonyme.**

R. C. Luxembourg B 44.421.

Le siège de la société S.T.I.L. - Société de Travaux et d'Investissements Luxembourgeoise S.A., sise au 3A, rue Guillaume Kroll à L-1882 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés près le Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg sous le n° B 44.421 a été dénoncé avec effet au 1^{er} janvier 2001 par son agent domiciliataire.

Monsieur Marc Muller a démissionné de sa fonction de commissaire aux comptes de la société en date du 1^{er} janvier 2001.

Pour publication et réquisition

FARGO (LUXEMBOURG)

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 10 septembre 2001, vol. 557, fol. 61, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(58069/999/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2001.

WINCH VENTURE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias.

STATUTS

L'an deux mille un, le cinq septembre.

Par-devant Maître Emile Schlessler, notaire de résidence à Luxembourg, 28, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Ont comparu:

1.- FINANCIERE DES DAHLIAS HOLDING S.A.H., société anonyme holding de droit luxembourgeois, avec siège social à L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias, représentée par un de ses administrateurs, à savoir:

Maître Marie-Béatrice Wingerter De Santeul, avocat à la Cour, demeurant à L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias,

2.- KRYPTON DISTRIBUTION CORPORATION LTD, société de droit bahamien, avec siège social à Nassau (Bahamas), 43, Elizabeth Avenue,

représentée par Maître Marie-Béatrice Wingerter De Santeul, prénommée,

en vertu d'une procuration générale, datée du 23 septembre 1996, dont une copie certifiée conforme, paraphée ne varietur, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec celui-ci.

Lesdits comparants, représentés comme indiqué ci-avant, ont arrêté, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux:

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de WINCH VENTURE S.A.

Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la société est illimitée.

Art. 2. La société a pour objet la prise d'intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle participe ou auxquelles elle s'intéresse directement ou indirectement tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société a également pour objet les activités d'acquisition, gestion, construction, location et promotion immobilière et plus généralement toutes activités directes ou indirectes connexes complémentaires à celles-ci.

Elle pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

Art. 3. Le capital social est fixé à cent mille euros (EUR 100.000,-), divisé en cent (100) actions de mille euros (EUR 1.000,-) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En cas d'augmentation de capital, les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.

Le capital social pourra être porté à cinq cent mille euros (EUR 500.000,-) par la création et l'émission de quatre cents (400) actions nouvelles d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) chacune.

Le conseil d'administration est autorisé et mandaté:

- à réaliser cette augmentation de capital, en une seule fois ou par tranches successives, par émission d'actions nouvelles à libérer par voie de versements en espèces, d'apports en nature, par transformation de créances ou encore, sur approbation de l'assemblée générale annuelle, par voie d'incorporation de bénéfices ou réserves au capital;
- à fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les conditions et modalités de souscription et de libération des actions nouvelles;
- à supprimer ou limiter le droit de souscription préférentiel des actionnaires quant à l'émission d'actions nouvelles à émettre dans le cadre du capital social autorisé.

Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à partir de la date de la publication du présent acte et peut être renouvelée par une assemblée générale des actionnaires quant aux actions du capital autorisé qui d'ici là n'auront pas été émises par le conseil d'administration.

A la suite de chaque augmentation de capital réalisée et dûment constatée dans les formes légales, le premier alinéa de cet article se trouvera modifié de manière à correspondre à l'augmentation intervenue; cette modification sera constatée dans la forme authentique par le conseil d'administration ou par toute personne qu'il aura mandatée à ces fins.

Art. 4. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 5. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La société se trouve engagée, à l'égard des tiers, soit par la signature individuelle d'un administrateur, soit par la signature individuelle du président du conseil d'administration, soit par la signature individuelle d'une personne à qui un pouvoir spécial a été accordé par le conseil d'administration statuant à la majorité des deux tiers.

Art. 6. Le conseil d'administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou télécopie, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopie.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Pour la première fois l'assemblée générale consécutive à la constitution de la société peut procéder à la nomination d'un administrateur-délégué et d'un président.

Art. 7. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 8. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre. Par dérogation, le premier exercice commencera aujourd'hui-même pour finir le trente et un décembre deux mille un.

Art. 9. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le deuxième lundi du mois de juin de chaque année à 15.00 heures, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 10. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 11. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 12. La loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales, ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les comparants préqualifiés déclarent souscrire les actions comme suit:

1.- FINANCIERE DES DAHLIAS S.A.H., prénommée, quatre-vingt-dix-neuf actions	99
2.- KRYPTON DISTRIBUTION CORPORATION LTD, prénommée, une action	1
Total: cent actions	100

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que le montant intégral du capital social se trouve à la disposition de la société, la preuve en ayant été rapportée au notaire qui le constate.

Constatation

Le notaire soussigné a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Evaluation

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de deux mille cinq cents euros (EUR 2.500,-), faisant cent mille huit cent cinquante francs luxembourgeois (LUF 100.850,-).

Le capital est évalué à quatre millions trente-trois mille neuf cent quatre-vingt-dix francs luxembourgeois (LUF 4.033.990,-).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se considérant comme dûment convoqués, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire et, après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois.

Sont nommés administrateurs:

a) FINANCIERE DES DAHLIAS HOLDING S.A.H., société anonyme holding de droit luxembourgeois, avec siège social à L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias,

b) KRYPTON DISTRIBUTION CORPORATION LTD, société de droit bahamien, avec siège social à Nassau (Bahamas), 43, Elizabeth Avenue,

c) Maître Alain Lorang, avocat à la Cour, demeurant à L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias.

Les mandats des administrateurs prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an deux mille six.

2.- Le nombre des commissaires est fixé à un.

Est nommée commissaire aux comptes:

FIDU-CONCEPT, S.à r.l., société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-1013 Luxembourg.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an deux mille six.

3.- Est nommé président du conseil d'administration, Maître Alain Lorang, prénommé.

4.- Le siège social est établi à L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, états et demeures, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Wingerter de Santeul, E. Schlessner.

Enregistré à Luxembourg, le 7 septembre 2001, vol. 131S, fol. 40, case 10. – Reçu 40.340 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 septembre 2001.

E. Schlessner.

(58125/227/152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

LOGIS MODERNES S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: Hesperange-Howald.

R. C. Luxembourg B 6.862.

Clôture de liquidation

Lors de l'assemblée générale du 21 octobre 1999 constatant la clôture de la liquidation, décharge a été accordée aux liquidateurs à la suite du rapport du commissaire à la liquidation. Il a été constaté que la liquidation était terminée à l'exception de la cession gratuite d'un lambeau de terrain, cession actée au 4 septembre 2001. Ainsi la clôture des opérations de liquidation est constatée définitivement et les livres et documents sociaux sont conservés pendant cinq ans à l'endroit suivant: 481 route de Thionville, L-5887 Alzingen.

Pour les liquidateurs

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 12 septembre 2001, vol. 557, fol. 70, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(58290/603/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

AVAYA INTERNATIONAL ENTERPRISES LIMITED, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis.
R. C. Luxembourg B 81.868.

In the year two thousand one, on the twentieth day of August.

Before Us, Maître Léon Thomas, known as Tom Metzler, notary residing in Luxembourg-Bonnevoie.

Was held an extraordinary general meeting of AVAYA INTERNATIONAL ENTERPRISES LIMITED (hereafter the 'Company') incorporated on 5 April 2000 under the laws of Ireland, registered in Ireland and having its registered office at 1, Stokes Place, St. Stephen's green, Dublin 2 (Ireland).

The Memorandum and Articles of Association were amended, with effect from 11 April 2001, by the shareholders. The decision to transfer the effective management seat to the Grand Duchy of Luxembourg, with effect from 11 April 2001, was taken by the shareholders and all of the foregoing is contained in a deed of the undersigned notary. This deed was not yet published in the Mémorial Recueil C.

The extraordinary general meeting was opened by Maître Lynn Spielmann, lawyer, residing in Luxembourg, proxy for AVAYA INTERNATIONAL LLC, acting as chairman and appointing Maître Carole Lacroix, lawyer, residing in Luxembourg, as secretary of the meeting. The meeting appoints as scrutineer Maître Samia Rabia, lawyer, residing in Luxembourg.

Having thus been constituted, the meeting draws up the attendance sheet which, having been signed by the proxy representing the sole shareholder and by the members of the board present and the notary, will remain attached to the present minutes together with the proxy.

The chairman declares and requests the notary to declare that:

I.- According to the attendance sheet, the sole shareholder representing the full amount of the corporate capital of 12,500.- EUR (twelve thousand five hundred euros) is validly represented at the meeting. The sole shareholder has consented to the holding of the meeting at short notice. The meeting can thus validly deliberate and decide on all subjects mentioned on the agenda.

II.- The agenda of the meeting is following:

1. Amendment of the articles 80, 83 and the insertion of a new Article 84 of the articles of association.
2. To appoint PricewaterhouseCoopers as Auditors to the Company.
3. Any other business.

III.- The meeting having been validly constituted and convened it has deliberated and, by separate and unanimous vote, it has taken the following special resolutions and ordinary resolution:

Resolutions

The general meeting decides to amend Article 80 of the Articles of Association of the Company as follows:

'By the deletion of the words 'Any director so appointed shall hold office only until the next following annual general meeting, and shall then be eligible for re-election' where they appear in Article 80.'

The general meeting decides to amend the Articles of Association of the Company by the deletion of Article 83 and the insertion of the following new Article 83:

'The Company may, by resolution, appoint another person in place of a director removed from office under regulation 82 and without prejudice to the powers of the directors under regulation 81, the Company in general meeting may appoint any person to be a director either to fill a casual vacancy or as an additional director. A person appointed in place of a director so removed, to fill such a vacancy or as an additional director shall hold office only until the next following annual general meeting, and shall then be eligible for re-election.'

The general meeting decides to amend the Articles of Association of the Company by the insertion of the following new Article 84 and the subsequent renumbering of Articles 84 to 122 as Articles 85 to 123:

'The Company may, by resolution, for whatever reason, remove ad nutum, any director of the Company, howsoever appointed, as a director of the Company. Notice of such removal shall be in writing served on the Company.'

The general meeting decides 'that PricewaterhouseCoopers be and are hereby appointed as Auditors to the Company until the conclusion of the next annual general meeting of the Company.'

Costs

The expenses, costs, fees, and outgoings of any kind whatsoever borne by the Company, as a result of the presently stated, are evaluated at approximately fourty thousand Luxembourg Francs (LUF 40,000.-).

There being no further business, the meeting is terminated.

Whereof the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of the document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that on the request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French translation; at the request of the same appearing persons and in case of divergence between the English and the French text, the English text shall prevail.

The document having been read to the persons appearing, the members of the meeting signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille un, le vingt août.

Par-devant nous Maître Léon Thomas, dit Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie.

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire de la société AVAYA INTERNATIONAL ENTERPRISES LIMITED (ci-après la 'Société'), constituée le 5 avril 2000, sous la loi Irlandaise, enregistrée en Irlande et ayant son siège statutaire au 1, Stokes Place, St. Stephen's Green, Dublin 2, Irlande.

Le Mémorandum et les Articles d'Association de la Société ont été modifiés par les actionnaires avec effet au 11 avril 2001. La décision de transférer le siège de direction effective de la Société au Grand-Duché de Luxembourg avec effet au 11 avril 2001 a été prise par les actionnaires ainsi que tout ce qui précède, et est stipulé dans un acte du notaire instrumentaire, non encore publié au Mémorial Recueil C.

L'assemblée est ouverte par Maître Lynn Spielmann, avocat, demeurant à Luxembourg, mandataire d'AVAYA INTERNATIONAL LLC, agissant en sa qualité de président.

Le président désigne comme secrétaire Maître Carole Lacroix, avocat, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée des associés désigne comme scrutateur Maître Samia Rabia, avocat, demeurant à Luxembourg.

Le bureau étant ainsi formé dresse la liste de présence qui, après avoir été signée par le mandataire représentant l'associé unique et par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec la procuration.

Le président déclare et demande au notaire d'acter ce qui suit:

I.- Conformément à la liste de présence, l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social de 12.500,- EUR (douze mille cinq cents euros) est dûment représenté à la présente assemblée. L'associé unique a consenti à la convocation à brève échéance de l'assemblée. L'assemblée peut par conséquent délibérer et décider valablement sur tous les points à l'ordre du jour.

II.- La présente assemblée a pour ordre du jour les points suivants:

1. Modification des articles 80 et 83 et insertion d'un nouvel article 84 dans les Articles d'Association.
2. Nomination de PricewaterhouseCoopers comme Commissaires aux comptes de la Société.
3. Divers.

III.- L'assemblée se considérant dûment constituée et convoquée, a délibéré et pris par vote séparé et unanime les résolutions spéciales et ordinaires telles qu'énoncées ci-après:

Résolutions

L'assemblée générale décide de modifier l'article 80 des Articles d'association de la Société pour lui donner la teneur suivante:

'Par la suppression des mots 'chaque gérant ainsi désigné restera en fonction que jusqu'à la prochaine assemblée générale, à laquelle il sera rééligible' lorsqu'ils apparaissent à l'article 80.

L'assemblée générale décide de modifier les Articles d'association de la Société par la suppression de l'article 83 et l'insertion du nouvel article 83 dont la teneur sera la suivante:

'La Société peut, par résolution, nommer un nouveau gérant en remplacement d'un gérant révoqué de ses fonctions en application de l'article 82, et sans préjudice quant aux pouvoirs des gérants, tels que mentionnés à l'article 81, la Société en assemblée générale peut nommer toute personne au poste de gérant, soit pour combler une vacance temporaire, soit en tant que gérant supplémentaire.

Une personne nommée en remplacement d'un gérant révoqué de cette manière, aux fins de combler une vacance ou en tant que gérant additionnel, occupera ses fonctions jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle uniquement et pourra alors être réélue.'

L'assemblée générale décide de modifier les Articles d'association de la Société par l'insertion du nouvel article 84 dont la teneur figure ci-dessous et, par conséquent, la renumérotation des Articles 84 à 122 en Articles 85 à 123:

'La Société peut, par résolution, pour un motif quelconque, révoquer ad nutum de ses fonctions de gérant de la Société, un gérant de la Société, peu importe la façon dont il a été nommé. La notification d'une telle révocation devra être faite par écrit à la Société.'

L'assemblée générale décide 'que PricewaterhouseCoopers est, par la présente, nommé Commissaire aux Comptes de la Société jusqu'à la fin de la prochaine assemblée générale annuelle de la Société.'

Frais et évaluation

Le montant des frais, coûts, honoraires et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société aux résolutions prises à la présente assemblée, sont évalués à quarante mille francs luxembourgeois (LUF 40.000,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, et plus personne ne demandant la parole, le président a clôturé l'assemblée.

En foi de quoi, nous notaire instrumentaire, avons signé le présent document à Luxembourg, à la date donnée en tête.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par le présent acte qu'à la requête de la comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Et lecture faite aux personnes comparantes, celles-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Spielmann, Lacroix, Rabia, Metzler.

Enregistré à Luxembourg, le 21 août 2001, vol. 131S, fol. 10, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): Kirsch.

Pour copie conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Bonnevoie, le 12 septembre 2001.

T. Metzler.

(58138/222/125) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

AVAYA INTERNATIONAL ENTERPRISES LIMITED, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis.
R. C. Luxembourg B 81.868.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Bonnevoie, le 12 septembre 2001. Signature.
(58139/222/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

ZIEFER, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

STATUTS

L'an deux mille, le six décembre.

Ont comparu:

1. Madame Josyane Poreye, sans état, demeurant 309, chaussée de Bruxelles, B-1950 Kraainem
 2. Monsieur Francis Franck, consultant, demeurant 309, chaussée de Bruxelles B-1950 Kraainem
- Lesquels comparants, ès-qualité, qu'ils agissent, ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société civile immobilière, qu'ils entendent constituer entre eux comme suit:

Titre I^{er}. Dénomination, Objet, Durée, Siège

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société civile immobilière qui prendra la dénomination de ZIEFER.

Art. 2. La société a pour objet la mise en valeur et la gestion de tous immeubles ou parts d'immeubles qu'elle pourra acquérir ainsi que toutes les opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou pouvant en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 3. La société aura une durée indéterminée à compter d'aujourd'hui, elle pourra être dissoute anticipativement et prorogée par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés statuant dans les conditions précisées à l'article 18 des présents statuts.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg; il pourra être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision de la gérance de la société.

Titre II. Capital social, Parts d'intérêts

Art. 5. Le capital social est fixé à deux cent cinquante euros (250 euros), représenté par cent (100) parts d'intérêts de deux virgule cinq euros (2,5 euros) chacune.

Ces parts d'intérêts sont attribuées comme suit:

- | | |
|---|----------|
| 1. Monsieur Francis Franck, préqualifié, une part | 1 part |
| 2. Madame Josyane Poreye demeurant 309, chaussée de Bruxelles, B-1950 Kraainem, quatre-vingt-dix-neuf parts | 99 parts |

Libération

Les parts d'intérêts ont été intégralement libérées par des versements en espèces de deux cent cinquante euros (250 euros), de sorte de la somme de se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société.

Art. 6. La cession de parts s'opérera, conformément à l'article 1690 du Code Civil, par un acte authentique ou sous seing privé; elle ne sera opposable à la société et aux tiers qu'après avoir été signifiée à la société et acceptée par elle dans un acte authentique.

Art. 7. Les parts d'intérêts sont librement cessibles entre associés. Elles ne pourront être cédées à des tiers non associés qu'avec l'agrément de tous les associés.

Art. 8. Chaque part d'intérêt confère à son propriétaire un droit proportionnel égal, d'après le nombre des parts existantes, dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.

Art. 9. Dans leurs rapports respectifs avec leurs co-associés, les associés seront tenus des dettes et des engagements de la société, chacun dans la proportion du nombre de parts lui appartenant.

Vis-à-vis des créanciers de la société, les associés seront tenus des dettes et engagements sociaux conformément à l'article 1863 du Code Civil.

Dans tous les actes qui contiendront des engagements au nom de la société, et qui ne portent pas la signature de tous les associés, les mandataires de la société devront, sous leur responsabilité, obtenir des créanciers une renonciation formelle au droit d'exercer une action personnelle contre les associés, de telle sorte que lesdits créanciers ne puissent, par suite de cette renonciation, intenter d'actions et de poursuites que contre la société et sur les biens qui lui appartiennent.

Art. 10. Chaque part d'intérêt est indivisible à l'égard de la société.

Les copropriétaires indivis d'une ou de plusieurs parts sont tenus, pour l'exercice de leurs droits, de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun pris parmi les autres associés. Jusqu'à

cette désignation la société peut suspendre l'exercice des droits afférents aux parts appartenant à ces copropriétaires indivis.

Art. 11. Les droits et obligations attachées à chaque part la suivent dans quelque main qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions prises par l'assemblée générale des associés.

Les héritiers et légataires de parts ou les créanciers d'un associé ne peuvent sous aucun prétexte, pendant la durée de la société et jusqu'à la clôture de sa liquidation, requérir à l'apposition de scellés sur les biens, documents et valeurs de la société ou en requérir l'inventaire, ni en demander le partage ou la licitation ni s'immiscer en aucune manière dans l'administration de la société. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Art. 12. La société ne sera pas dissoute par le décès d'un ou de plusieurs des associés, mais continuera entre le ou les survivants et les héritiers et représentants de l'associé ou des associés décédés.

De même l'interdiction, la déconfiture, la faillite ou la liquidation judiciaire d'un ou de plusieurs des associés ne mettront point fin à la société; celle-ci continuera entre les autres associés, à l'exclusion de l'associé ou des associés en état d'interdiction, de déconfiture, de faillite, de liquidation judiciaire lesquels ne pourront prétendre qu'au paiement de la valeur de leurs parts par les autres associés ou par un tiers acheteur présenté par la gérance.

Titre III. Administration de la société

Art. 13. La société est gérée et administrée par un ou plusieurs associés-gérants, nommés par les associés décidant à la majorité des voix présentes ou représentées.

L'assemblée fixe la durée de leur mandat.

En cas de décès, de démission ou d'empêchement d'un associé-gérant, il sera pourvu à son remplacement par les associés décidant à la même majorité que pour la nomination des associés-gérants.

Art. 14. Le ou les associés-gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances et faire ou autoriser tous les actes et opérations rentrant dans son objet.

Le ou les gérants peuvent acheter et vendre tous immeubles, contracter tous prêts et consentir toutes hypothèques.

Ils administrent les biens de la société et ils la représentent vis-à-vis des tiers et de toutes administrations; ils consentent, acceptent et résilient tous baux et location, pour le temps et aux prix, charges et conditions qu'ils jugent convenables; ils touchent les sommes dues à la société à tel titre et pour telle cause que ce soit; ils payent toutes celles qu'elle peut devoir ou en ordonnent le paiement.

Ils règlent et arrêtent tous comptes avec tous créanciers et débiteurs. Ils exercent toutes les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant.

Ils autorisent aussi tous traités, transactions, compromis, tous acquiescements et désistements, ainsi que toutes subrogations et toutes mainlevées d'inscription, saisies, oppositions et autres droits, avant ou après paiement.

Ils arrêtent les états de situation et les comptes qui doivent être soumis à l'assemblée générale des associés; ils statuent sur toutes propositions à lui faire et arrêtent son ordre du jour.

Ils peuvent conférer à de telles personnes que bon leur semble des pouvoirs pour un ou plusieurs objets déterminés.

La présente énumération est énonciative et non limitative.

Art. 15. Chacun des associés a un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les affaires de la société.

Titre IV. Exercice social

Art. 16. L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre. Par dérogation le premier exercice commencera aujourd'hui même pour finir le trente et un décembre deux mille un.

Titre V. Réunion des associés

Art. 17. Les associés se réunissent au moins une fois par an à la date et à l'endroit qui seront indiqués dans l'avis de convocation.

Les associés peuvent être convoqués extraordinairement par le ou les associés-gérants quand ils le jugent convenables, mais ils doivent être convoqués dans le délai d'un mois si la demande en est faite par un ou plusieurs associés représentant un cinquième au moins de toutes les parts existantes.

Les convocations aux réunions ordinaires ou extraordinaires ont lieu au moyen de lettres recommandées adressées aux associés au moins cinq jours francs à l'avance et qui doivent indiquer sommairement l'objet de la réunion.

Les associés peuvent même se réunir sur convocation verbale et sans délai si tous les associés sont présents ou représentés.

Art. 18. Dans toute réunion chaque part donne droit à une voix. En cas de division de la propriété des parts d'intérêts entre usufruitier et nue propriétaire, le droit de vote appartient à l'usufruitier.

Les résolutions sont prises à la majorité simple des voix des associés présents ou représentés, à moins de dispositions contraires des statuts.

Art. 19. Les associés peuvent apporter toute modification aux statuts, quelle qu'en soit la nature et l'importance.

Ces décisions portant modification aux statuts ne sont prises qu'à la majorité des trois quarts (3/4) de toutes les parts existantes.

Titre VI. Dissolution, Liquidation

Art. 20. A l'expiration ou en cas de dissolution anticipée de la société, la liquidation de la société se fera par les soins de associés du ou des associés-gérants ou de tout autre liquidateur qui sera nommé et dont les attributions seront déterminées par les associés.

Les liquidateurs peuvent, en vertu d'une délibération des associés faire l'apport une autre société, civile ou commerciale, de la totalité ou d'une partie des biens, droits, obligations de la société dissoute, ou la cession à une société ou à toute autre personne de ces mêmes droits, biens et obligations.

Le produit net de la liquidation, après le règlement des engagements sociaux, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre des parts possédées par chacun d'eux.

Titre VII. Dispositions générales

Art. 21. Les articles 1832 à 1872 du Code Civil trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Réunion des associés

Et à l'instant les associés, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis et à l'unanimité des voix, ils ont pris les résolutions suivantes:

- 1) Est nommé gérant de la société pour une durée de cinq ans Madame Josyane Poreye préqualifiée.
- 2) Le siège est établi 6, place de Nancy à L-2212 Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Signé: J. Poreye, F. Franck.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 11 septembre 2001, vol. 320, fol. 100, case 3. – Reçu 1.000 francs.

Le Receveur ff. (signé): Signature.

(58126/209/130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

MMI INTERNATIONAL (LUXEMBOURG), S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Registered office: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.

STATUTES

In the year two thousand one, on the sixteenth of August.

Before Us, Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, acting in replacement of Maître Gérard Lecuit, notary residing in Hesperange, to whom remains the present deed.

There appeared:

XEPA L.P., with registered office at c/o CORPORATION SERVICE COMPANY, 1013 Centre Road, Wilmington, Country of New Castle, Delaware 19805, USA,

here represented by LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., having its registered office in Luxembourg, itself represented by Ms Valerie Ingelbrecht, private employee, residing in B-Habay-La-Vieille et Ms Karine Vautrin, lawyer, residing in F-Hettange,

acting jointly in their respective qualities of proxy holders A and B,
by virtue of a proxy established on August 8, 2001.

The said proxy, after having been signed ne varietur by the appearing persons and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as thereabove mentioned, has requested the undersigned notary to inscribe as follows the articles of association of a société à responsabilité limitée unipersonnelle:

Art. 1. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the «Company»), and in particular the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the «Law»), as well as by the articles of association (hereafter the «Articles»), which specify in the articles 7, 10, 11 and 14 the exceptional rules applying to one member company.

Art. 2. The corporation may carry out any commercial, industrial or financial operations, any transactions in respect of real estate or moveable property, which the corporation may deem useful to the accomplishment of its purposes.

The corporation may furthermore carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquiring of participating interests in any enterprises in whatever form and the administration, management, control and development of those participating interests.

In particular, the corporation may use its funds for the establishment, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, and participate in the creation, development and control of any enterprise, the acquisition, by way of investment, subscription, underwriting or option, of securities and patents, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise develop such securities and patents, grant to companies in which the corporation has a participating interest, any support, loans, advances or guarantees.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company will have the name MMI INTERNATIONAL (LUXEMBOURG), S.à r.l.

Art. 5. The registered office is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its partners deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. The capital is set at twelve thousand five hundred euro (12,500.- EUR) divided into one hundred and twenty-five (125) share quotas of one hundred euro (100.- EUR) each.

The share quotas have been subscribed by XEPA L.P., prenamed, which is the sole partner of the company.

The share quotas have been fully paid up in cash, so that the sum of twelve thousand five hundred euro (12,500.- EUR) is now available to the company, proof of which has been given to the undersigned notary who acknowledges it.

Art. 7. The capital may be changed at any time by a decision of the single partner or by decision of the partners' meeting, in accordance with article 14 of these Articles.

Art. 8. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 9. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. In case of a single partner, the Company's shares held by the single partner are freely transferable.

In the case of plurality of partners, the shares held by each partner may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

Art. 11. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single partner or of one of the partners.

Art. 12. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be partners. The manager(s) may be revoked ad nutum.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 12 shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of partners fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the sole signature of any of the members of the board of managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented.

Art. 13. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 14. The single partner assumes all powers conferred to the general partner meeting.

In case of a plurality of partners, each partner may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares which he owns. Each partner has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority of the partners owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

Art. 15. The Company's year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December, with the exception of the first year, which shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on the 31st of December 2001.

Art. 16. Each year, with reference to 31st of December, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 17. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the partner(s) commensurate to his/their share holding in the Company.

Art. 18. At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, partners or not, appointed by the partners who shall determine their powers and remuneration.

Art. 19. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Estimate

For the purpose of the registration, the capital is valued at five hundred and four thousand two hundred and forty-nine Luxembourg francs (504,249.- LUF).

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately forty thousand Luxembourg francs (40,000.- LUF).

Resolutions of the sole partner

1) The company will be administered by two managers:

a) LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., having its registered office in L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller,

b) T.C.G. GESTION S.A., having its registered office in L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.

The duration of their mandates is unlimited and they have the power to bind the company by their single signature.

2) The address of the corporation is in L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

Whereof the present deed was drawn up in Hesperange, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille un, le seize août.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, agissant en remplacement de Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange, lequel dernier restera dépositaire de la présente minute.

A comparu:

XEPA L.P., ayant son siège social à c/o CORPORATION SERVICE COMPANY, 1013 Centre Road, Wilmington, Country of New Castle, Delaware 19805, USA,

ici représentée par LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., ayant son siège social à Luxembourg, elle-même représentée par Mademoiselle Valérie Ingelbrecht, employée privée, demeurant à B-Habay-La-Vieille et Mademoiselle Karin Vautrin, juriste, demeurant à F-Hettange,

agissant conjointement en leurs qualités de fondés de pouvoir A et B, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 8 août 2001.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après «La Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après «La Loi»), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après «les Statuts»), lesquels spécifient en leurs articles 7, 10, 11 et 14, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2. La société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

La société a en outre pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société aura la dénomination MMI INTERNATIONAL (LUXEMBOURG), S.à r.l.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège sociale peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents euro (12.500,- EUR) représenté par cent vingt-cinq (125) parts sociales de cent euro (100,- EUR) chacune.

Les parts sociales ont été souscrites par XEPA L.P., préqualifiée, qui est l'associé unique de la société.

Toutes les parts sociales ont été intégralement souscrites et libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euro (12.500,- EUR) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant qui le constate expressément.

Art. 7. Le capital peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 14 des présents Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Art. 11. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocables ad nutum.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) aura(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la signature individuelle de chacun des membres du conseil de gérance.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, déterminera les responsabilités et la rémunération (s'il en est) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gérance seront adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. L'associé unique exerce tous pouvoirs qui lui sont conférés par l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quelque soit le nombre de part qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adaptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptés que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 15. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le 31 décembre, à l'exception de la première année qui débutera à la date de constitution et se terminera le 31 décembre 2001.

Art. 16. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 17. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Art. 18. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 19. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Frais

Pour les besoins de l'enregistrement, le capital social est évalué à cinq cent quatre mille deux cent quarante-neuf francs luxembourgeois (504.249,- LUF).

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution à environ quarante mille francs luxembourgeois (40.000,- LUF).

Décision de l'associé unique

1) La société est administrée par deux gérants:

- a) LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., ayant son siège social à L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller,
- b) T.C.G. GESTION S.A., ayant son siège social à L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.

La durée de leurs mandats est illimitée et ils ont le pouvoir d'engager la société par leur signature individuelle.

2) L'adresse du siège social est fixée à L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Hesperange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: V. Ingelbrecht, K. Vautrin, J.-J. Wagner.

Enregistré à Luxembourg, le 20 août 2001, vol. 131S, fol. 10, case 1. – Reçu 5.042 francs.

Le Receveur ff. (signé): Kerger.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 11 septembre 2001.

G. Lecuit.

(58118/220/234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

FONCIERE D'INVESTISSEMENTS MEDITERRANNEE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 77.439.

L'an deux mille un, le neuf août.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange.

A comparu:

TINDRA B.V., ayant son siège social à 4, Oranjestraat, 2514 JB S-Gravenhage, ici représentée par Madame Josette Barret, administrateur de société, demeurant à Paris, agissant en sa qualité de directeur.

Laquelle société, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de documenter ce qui suit:

- Qu'elle est le seul et unique associé actuel de la société à responsabilité limitée FONCIERE D'INVESTISSEMENTS MEDITERRANNEE, S.à r.l., avec siège social à Luxembourg, constituée suivant acte notarié, en date du 18 août 2000, publié au Mémorial, Recueil C page 2853 de 2001.

- Qu'aux termes de deux cessions de parts sous seing privé, intervenues en date du 5 mars 2001 et 23 juillet 2001, lesquelles resteront, après avoir été signées ne varietur par la comparante et le notaire instrumentant, annexées aux présentes pour être formalisées avec elles, il a été cédé par FONCIERE HIRSCH, S.à r.l., ayant son siège social à Luxembourg, 250 parts sociales à TINDRA B.V., préqualifiée, au prix global de deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (250.000,- LUF), quittancés;

- Que la cessionnaire est propriétaire des parts cédées et elle aura droit aux bénéfices y afférents à partir desdites cessions;

- Que Madame Josette Barret, prénommée, en sa qualité de gérante de la société à responsabilité limitée FONCIERE D'INVESTISSEMENTS MEDITERRANNEE, S.à r.l., déclare accepter lesdites cessions de parts ci-avant documentées au nom et pour compte de la société et dispenser la cédante de les faire notifier à la société, le tout conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Ensuite, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique accepte lesdites cessions de parts.

Deuxième résolution

L'associé unique décide de supprimer la valeur nominale des parts sociales.

Troisième résolution

L'associé unique décide de convertir la monnaie d'expression du capital social de francs luxembourgeois (LUF) en euro (EUR) au cours de change de 40,3399 LUF pour 1,- EUR en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1999.

L'associé unique décide de changer de la monnaie d'expression de tous les comptes de la société de francs luxembourgeois (LUF) en euro (EUR).

Après cette conversion, le capital social est fixé à douze mille trois cent quatre-vingt-quatorze virgule soixante-huit euro (12.394,68 EUR) représenté par cinq cents (500) parts sociales sans désignation de valeur nominale.

Quatrième résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital social de cent cinq virgule trente-deux euro (105,32 EUR) sans émission de parts sociales nouvelles, c'est ainsi qu'après cette augmentation, le capital social aura un montant de douze mille cinq cents euro (12.500,- EUR) représenté par cinq cents (500) parts sociales sans désignation de valeur nominale.

Cinquième résolution

L'augmentation de capital a été intégralement libérée en espèces par l'associé unique de la société de sorte que le montant de cent cinq virgule trente-deux euro (105,32 EUR) est à la disposition de la société; preuve de ces paiements a été donnée au notaire instrumentant.

Sixième résolution

L'associé unique décide de réintroduire une valeur nominale de vingt-cinq euro (25,- EUR) par part sociale.

Septième résolution

En conséquence de ce qui précède, l'associé unique décide de modifier l'article 6 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 6.** Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euro (12.500,- EUR) représenté par cinq cents (500) parts d'une valeur nominale de vingt-cinq euro (25,- EUR) chacune, qui sont détenues par l'associé unique, TINDRA B.V., ayant son siège social à 4, Oranjestraat, 2514 JB S-Gravenhage.»

Huitième résolution

L'associé unique décide de révoquer le second gérant de la société, Monsieur Robert Hirsch.

Neuvième résolution

L'associé unique décide de nommer, en remplacement du gérant révoqué, pour une durée indéterminée:

Monsieur Angel Luis Fernandez, administrateur de sociétés, demeurant à Madrid, Espagne.

La société est toujours valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de chaque gérant.

Evaluation des frais

Pour les besoins de l'enregistrement, le montant de cent cinq virgule trente-deux euro (105,32 EUR) est évalué à quatre mille deux cent quarante-neuf francs luxembourgeois (4.249,- LUF).

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes, à environ trente mille francs luxembourgeois (30.000,- LUF).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, celle-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J. Barret, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 13 août 2001, vol. 130S, fol. 99, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff.(signé): Kirsch.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 11 septembre 2001.

G. Lecuit.

(58235/220/74) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

FONCIERE D'INVESTISSEMENTS MEDITERRANNEE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 77.439.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 11 septembre 2001.

G. Lecuit.

(58236/220/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

KEMON S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R. C. Luxembourg B 49.488.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire (sous seing privé) du 27 août 2001

1. En vertu des dispositions prévues à l'article premier de la loi du 10 décembre 1998, l'Assemblée décide de changer le capital social de la société de BEF 1.250.000,- en EUR 30.986,69, avec effet comptable au 1^{er} janvier 2001

2. L'Assemblée décide la suppression de toute référence à la valeur nominale des 1.250 actions de la société et la modification des 1.250 actions de la Société en 1.250 actions sans valeur nominale.

3. L'Assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts de la société, pour lui donner la teneur suivante:

«Le capital social souscrit est fixé à trente mille neuf cent quatre-vingt-six virgule soixante-neuf euros (EUR 30.986,69), représenté par mille deux cent cinquante (1.250) actions sans valeur nominale, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales.»

Pour extrait sincère et conforme

KEMON S.A.

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 5 septembre 2001, vol. 557, fol. 45, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(58278/545/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

GENERALI MULTIMANAGER SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.
R. C. Luxembourg B 71.813.

In the year two thousand and one, on the thirty-first of August.

Before Us, Maître André Schwachtgen, notary residing in Luxembourg, acting on behalf of his absent colleague Maître Edmond Schroeder, notary residing in Mersch, who will remain depositary of the original of this deed.

Was held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of GENERALI MULTIMANAGER SICAV, having its registered office in Luxembourg, incorporated under the denomination of INA MULTIMANAGER SICAV by a deed of Maître Edmond Schroeder, notary residing in Mersch, on the 8th of October 1999, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of the 3rd of December 1999, number 923.

The articles of incorporation were amended for the last time by deed of Maître André Schwachtgen, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Edmond Schroeder, notary residing in Mersch, of the 29th of August 2000, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of the 27th of September 2000, number 700.

The meeting was presided by Mrs Corinne Philippe, juriste, residing at Dippach.

The chairman appointed as secretary Mrs Nathalie Moroni, juriste, residing at Walferdange.

The meeting elected as scrutineer Mrs Sandra Neymeyer, employée de banque, residing in Hagondange (F).

The chairman declared and requested the notary to state that:

I.- The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary.

The said list as well as the proxies will be annexed to this document to be filed with the registration authorities.

II.- It appears from the attendance list, that out of 68,813,499 Shares in circulation, 49,537,029 shares are present or represented at the present extraordinary general meeting, so that the meeting could validly decide on all the items of the agenda.

III.- That the agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1.- Increase of the number of Directors from five (5) to eight (8).

2.- Appointment of the following three persons as Directors of the Company until the annual shareholders' meeting to be held in 2005:

Mr Alberto Cybo-Ottone, Head of Product Development and Marketing, GENERALI ASSET MANAGEMENT SGR SpA, Via Campania, 59/C, 00187 Roma, Italy.

Mr Stefano De Santis, Head of Legal Department, GENERALI ASSET MANAGEMENT SGR SpA, Via Campania, 59/C, 00187 Roma, Italy.

Mr Maurizio Verbich, Equity Global Coordinator for Sicav and Institutional Customers, Via Trento, 8, 34132 Trieste, Italy.

3.- Amendment to Article 9, paragraph 2 of the Articles of Incorporation to be reworded as follows:

«The Annual General Meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Corporation, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting on March 15 of each year at 9.00 a.m. local time. If such day is a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day. A «bank business day» means any day where the banks are open in Luxembourg».

4. Miscellaneous

After the foregoing was approved by the meeting, the meeting unanimously took the following resolutions:

First resolution

The meeting decides to increase the number of Directors from five (5) to eight (8).

Second resolution

The meeting decides to appoint the following three persons as Directors of the Company until the annual shareholders' meeting to be held in 2005:

Mr Alberto Cybo-Ottone, Head of Product Development and Marketing, GENERALI ASSET MANAGEMENT SGR SpA, Via Campania, 59/C, 00187 Roma, Italy.

Mr Stefano De Santis, Head of Legal Department, GENERALI ASSET MANAGEMENT SGR SpA, Via Campania, 59/C, 00187 Roma, Italy.

Mr Maurizio Verbich, Equity Global Coordinator for Sicav and Institutional Customers, Via Trento, 8, 34132 Trieste, Italy.

Third resolution

The meeting decides to amend Article 9, paragraph 2 of the Articles of Incorporation to be reworded as follows:

«**Art. 9. Paragraph 2.** The Annual General Meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Corporation, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting on March 15 of each year at 9.00 a.m. local time. If such day is a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day. A «bank business day» means any day where the banks are open in Luxembourg.»

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing persons, this deed is worded in English, followed by a French translation and that in case of any divergences between the English and the French text, the English version shall be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille un, le trente et un août.

Par-devant Maître André Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch, lequel restera dépositaire de la présente minute.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme GENERALI MULTIMANAGER SICAV, avec siège social à Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch, en date du 8 octobre 1999, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 923 du 3 décembre 1999.

Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Maître André Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch, en date du 29 août 2000, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations en date du 27 septembre 2000, numéro 700.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Corinne Philippe, juriste, demeurant à Dippach.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Nathalie Moroni, juriste, demeurant à Walferdange.

L'assemblée élit comme scrutateur Madame Sandra Neymeyer, employée de banque, demeurant à Hagondange (F).

Le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le Président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentaire.

Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que des 68.813.499 actions en circulation, 49.537.029 actions sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1.- Augmentation du nombre des administrateurs de cinq à huit.

2.- Nomination des personnes suivantes comme administrateurs de la Société jusqu'à l'assemblée annuelle des actionnaires de 2005:

Monsieur Alberto Cybo-Ottone, Head of Product Development and Marketing, GENERALI ASSET MANAGEMENT SGR SpA, Via Campania, 59/C, 00187 Roma, Italy.

Monsieur Stefano De Santis, Head of Legal Department, GENERALI ASSET MANAGEMENT SGR SpA, Via Campania, 59/C, 00187 Roma, Italy.

Monsieur Maurizio Verbich, Equity Global Coordinator for Sicav and Institutional Customers, Via Trento, 8, 34132 Trieste, Italy.

3.- Modification de l'article neuf, deuxième paragraphe des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, le 15 mars de chaque année à 9.00 heures. Si ce jour est un jour férié à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour bancaire ouvrable suivant. Un «jour bancaire ouvrable» signifie un jour pendant lequel les banques sont ouvertes à Luxembourg.»

4.- Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'augmenter le nombre des administrateurs de cinq à huit.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de nommer les personnes suivantes comme administrateurs de la Société jusqu'à l'assemblée annuelle des actionnaires de 2005:

Monsieur Alberto Cybo-Ottone, Head of Product Development and Marketing, GENERALI ASSET MANAGEMENT SGR SpA, Via Campania, 59/C, 00187 Roma, Italy.

Monsieur Stefano De Santis, Head of Legal Department, GENERALI ASSET MANAGEMENT SGR SpA, Via Campania, 59/C, 00187 Roma, Italy.

Monsieur Maurizio Verbich, Equity Global Coordinator for Sicav and Institutional Customers, Via Trento, 8, 34132 Trieste, Italy.

Troisième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article neuf, deuxième paragraphe des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 9. Deuxième paragraphe.** L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, le 15 mars de chaque année à 9.00 heures. Si ce jour est un jour férié à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour bancaire ouvrable suivant. Un «jour bancaire ouvrable» signifie un jour pendant lequel les banques sont ouvertes à Luxembourg.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparants, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les comparants ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. Philippe, N. Moroni, S. Neymeyer, A. Schwachtgen.

Enregistré à Mersch, le 7 septembre 2001, vol. 419, fol. 26, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Releveur (signé): A. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 12 septembre 2001.

E. Schroeder.

(58244/228/144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

GENERALI MULTIMANAGER SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.

R. C. Luxembourg B 71.813.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 13 septembre 2001.

E. Schroeder.

(58245/228/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

IT MASTERS INTERNATIONAL S.A., INFORMATION TECHNOLOGY MASTERS INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon I^{er}.
R. C. Luxembourg B 62.133.

L'an deux mille un, le vingt-sept août.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme INFORMATION TECHNOLOGY MASTERS INTERNATIONAL S.A., en abrégé IT MASTERS INTERNATIONAL S.A., ayant son siège social à L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon I^{er}, R. C. S. Luxembourg section B numéro 62.133, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 8 décembre 1997, publié au Mémorial C, numéro 181 du 26 mars 1998, et dont les statuts ont été modifiés suivant actes reçus par le notaire instrumentant:

en date du 16 avril 1998, publié au Mémorial C, numéro 531 du 21 juillet 1998;

en date du 23 décembre 1998, publié au Mémorial C, numéro 226 du 1^{er} avril 1999;

en date du 12 janvier 1999, publié au Mémorial C, numéro 316 du 5 mai 1999.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Jean Docquier, financial controller, demeurant à Fléron (Belgique).

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Philippe Hennebert, économiste, demeurant à Namur (Belgique).

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Philippe Moitroux, administrateur de sociétés, demeurant à Paifve (Belgique).

Le bureau ayant ainsi été constitué, Monsieur le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Adoption de l'euro comme devise du capital.
2. Conversion du capital actuel de LUF 500.000.000,- en EUR 12.394.676,24.
3. Première augmentation du capital converti à concurrence de EUR 323,76, pour le porter de EUR 12.394.676,24 à EUR 12.395.000,- par versement en numéraire de EUR 323,76 sans émission d'actions nouvelles.
4. Deuxième augmentation du capital social à concurrence de EUR 1.473.575,-, pour le porter du montant de EUR 12.395.000,- à EUR 13.868.575,-, par l'émission de 1.188.877 actions nouvelles sans valeur nominale, chacune ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes.
5. Souscription des 1.188.877 actions nouvelles par les actionnaires majoritaires: 396.293 actions par M. Philippe Moitroux, administrateur de société, demeurant à B-4452 Paifve, 34, rue du Centenaire, 396.292 actions par M. Jean-Marc Triron, administrateur de société, demeurant à B-4020 Liège, 2, avenue de la Rousselière, 396.292 actions par M. Bernard Lemerrier, administrateur de société, demeurant à B-1420 Braine l'Alleud, 125, chaussée de Tubize, et libération entière par apport de chacun d'eux de 12 actions ordinaires de la société IT MASTERS BELGIAN GROUP S.A., ayant son siège social à B-1420 Braine l'Alleud, 125, chaussée de Tubize, évaluées à EUR 2.912.749,-, a) EUR 1.473.575,- dudit

montant affectée à l'augmentation de capital, soit EUR 491.192,- à apporter par M. Philippe Moitroux, prénommé, EUR 491.191,- à apporter par M. Jean-Marc Triron, prénommé et EUR 491.192,- par M. Bernard Lemerrier, prénommé et b) par EUR 1.439.174 comme prime d'émission affectée à une réserve libre, faisant EUR 479.726,- à apporter par M. Philippe Moitroux, prénommé et EUR 479.724,- par chacun des deux autres actionnaires majoritaires prénommés, c) les actions apportées représentant 12,6% du capital de IT MASTERS BELGIAN GROUP S.A., prénommée.

6. Troisième augmentation du capital souscrit de la société à concurrence de EUR 3.025.800,-, pour le porter du montant de EUR 13.868.575,- à EUR 16.894.375,-, par l'émission de 2.441.210 actions nouvelles sans valeur nominale, chacune ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes.

7. Décision de renonciation au droit de souscription préférentiel par les actionnaires minoritaires.

8. Souscription des 2.441.210 actions nouvelles sans valeur nominale comme suit:

a) 853.845 actions par NeSBIC CONVERGING TECHNOLOGIES & e-COMMERCE (CTe) FUND II B.V., une société de droit néerlandais, ayant son siège social à Savannahweg 17, 3542 AW Utrecht («CTe FUND II B.V.»), par apport en numéraire de EUR 2.098.578,-, dont EUR 1.058.313,- dudit montant sont affectés à l'augmentation de capital et EUR 1.040.265,- représentant une prime d'émission affectée à une réserve libre.

b) 549.096 actions par NeSBIC CONVERGING TECHNOLOGIES & e-COMMERCE (CTe) FUND II C.V., une société de droit néerlandais, ayant son siège social à Savannahweg 17, 3542 AW Utrecht («CTe FUND II C.V.»), par apport en numéraire de EUR 1.349.568,-, dont EUR 680.587,- dudit montant sont affectés à l'augmentation de capital et EUR 668.981,- représentent une prime d'émission affectée à une réserve libre.

c) 21.098 actions par STICHTING BEHEER FRIENDS OF (CTe) II, une fondation de droit néerlandais, ayant son siège social à Savannahweg 17, 3542 AW Utrecht («CTe FUND II FRIENDS»), par apport en numéraire de EUR 51.854,-, dont EUR 26.150,- dudit montant sont affectés à l'augmentation de capital et EUR 25.704,- représentent une prime d'émission affectée à une réserve libre.

d) 813.737 actions par AIR LIQUIDE VENTURES, un fond commun de placement à risque de droit français, ayant son siège social à 6, rue Cognacq Jay, 75007 Paris, France («AIR LIQUIDE VENTURES»), par apport en numéraire de EUR 2.000.000,-, dont EUR 1.008.600,- dudit montant sont affectés à l'augmentation de capital et EUR 991.400,- représentent une prime d'émission affectée à une réserve libre.

e) 203.434 actions par BANK BRUSSEL LAMBERT, une société anonyme de droit belge, ayant son siège social à Avenue Marnix 24, Bruxelles, par apport en numéraire de EUR 500.000,-, dont EUR 252.150,- dudit montant sont affectés à l'augmentation de capital et EUR 247.850,- représentent une prime d'émission affectée à une réserve libre.

Faisant un apport global en numéraire de EUR 6.000.000,-, dont EUR 3.025.800,- dudit montant sont affectés à l'augmentation de capital et EUR 2.974.200,- représentent une prime d'émission affectée à une réserve libre.

9. Conversion des 13.630.087 actions existantes en 11.188.877 actions ordinaires A, sans valeur nominale attribuées aux actionnaires d'origine et en 2.441.210 actions B sans valeur nominale attribuées aux cinq actionnaires mentionnés au point 8 a-e du présent ordre du jour.

10. Tous pouvoirs sont conférés au conseil d'administration pour la mise en oeuvre de la conversion ci-avant mentionnée.

11. Modification subséquente du premier alinéa de l'article 5 des statuts qui aura la teneur suivante:

«Le capital social est fixé à seize millions huit cent quatre-vingt-quatorze mille trois cent soixante-quinze euros (16.894.375,- EUR) représenté par onze millions cent quatre-vingt-huit mille huit cent soixante-dix-sept (11.188.877) actions ordinaires A et deux millions quatre cent quarante et un mille deux cent dix (2.441.210) actions B, toutes sans désignation de valeur nominale.»

12. Introduction d'un conseil de surveillance.

13. Modification de l'article 21.1 des statuts:

a) pour adopter une année sociale commençant le 1^{er} janvier et se terminant le 31 décembre de chaque année; et

b) pour accepter que l'année sociale ayant commencé le 1^{er} juillet 2001 se termine le 31 décembre 2001.

Le premier alinéa de l'article 21.1 des statuts aura la teneur suivante:

«L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.»

14. Modification du premier alinéa de l'article 19 des statuts pour adapter la date de l'assemblée générale annuelle à l'année sociale modifiée.

Le premier alinéa de l'article 19 des statuts aura la teneur suivante:

«L'assemblée générale ordinaire se réunit dans la Ville de Luxembourg à l'endroit indiqué dans les convocations le premier lundi du mois d'avril à 14.00 heures.»

15. Refonte complète des statuts qui auront la teneur suivante:

«Titre I^{er}. Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de INFORMATION TECHNOLOGY MASTERS INTERNATIONAL S.A., en abrégé IT MASTERS INTERNATIONAL S.A.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg. Il pourra être transféré dans tout autre lieu de la commune de Luxembourg par simple décision du conseil d'administration.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert de siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'aliénation de participations, de quelque manière que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises et étrangères. Elle peut aussi contracter des emprunts et accorder aux sociétés, dans lesquelles elle a une participation directe ou indirecte, toutes sortes d'aides, de prêts, d'avances et de garanties.

Par ailleurs, la société peut acquérir et aliéner toutes autres valeurs mobilières par souscription, achat, échange, vente ou autrement. Elle peut également acquérir, mettre en valeur et aliéner des brevets et licences, ainsi que des droits en dérivant ou les complétant.

De plus, la société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'aliénation d'immeubles situés tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Enfin, la société peut tant au Luxembourg qu'à l'étranger, en son nom propre ou pour le compte d'autrui, réaliser toutes opérations et activités relatives à la prestation de services de consultance, de recherche et développement et de formation en matière informatique et multi-média, à la vente et la location de logiciels, matériels et multi-média, à l'organisation de séminaires et événements commerciaux, sportifs et culturels.

D'une façon générale, la société peut faire toutes opérations commerciales, industrielles et financières, de nature mobilière et immobilière, susceptibles de favoriser ou de compléter les objets ci-avant mentionnés.

Titre II.- Capital, Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à seize millions huit cent quatre-vingt-quatorze mille trois cent soixante-quinze euros (16.894.375.- EUR), représenté par onze millions cent quatre-vingt-huit mille huit cent soixante-dix-sept (11.188.877) actions ordinaires de la classe A, et deux millions quatre cent quarante et un mille deux cent dix (2.441.210) actions de la classe B toutes sans désignation de valeur nominale.

Le capital souscrit pourra être augmenté ou réduit dans les conditions légales requises.

Art. 6. Les actions sont et resteront nominatives. Chaque action donne droit à une voix.

Art. 7. La société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

Titre III.- Administration

Sous-titre I^{er}.- Conseil d'administration

Art. 8. La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, associés ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans, par l'assemblée générale des actionnaires, et toujours révocables par elle.

Le nombre des administrateurs ainsi que leur rémunération et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale de la société.

Art. 9. Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président et, le cas échéant, un vice-président. En cas d'empêchement de l'un et de l'autre, ils sont remplacés par l'administrateur le plus âgé.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président, ou en cas d'empêchement de celui-ci, du vice-président, ou à leur défaut, de l'administrateur le plus âgé, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

Art. 10. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

Dans toutes les matières énumérées à l'article 14 des statuts, le conseil d'administration sollicitera l'avis ou l'approbation préalable du conseil de surveillance (tel que défini dans le sous-titre II immédiatement ci-après) avant de prendre une décision.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes, aux conditions prévues par la loi.

Sous-titre II.- Conseil de surveillance

Art. 11. Le conseil d'administration est supervisé par un conseil de surveillance composé de cinq membres, associés ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans, par l'assemblée générale des actionnaires. Leur rémunération et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale de la société.

Art. 12. Le conseil de surveillance choisit parmi ses membres un président et, le cas échéant, un vice-président. En cas d'empêchement de l'un et de l'autre, ils sont remplacés par le membre le plus âgé.

Art. 13. Le conseil de surveillance se réunit sur la convocation du Président du Conseil d'Administration, de son président, ou en cas d'empêchement de celui-ci, de son vice-président, ou à leur défaut, du membre le plus âgé, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige et au moins quatre (4) fois par année. Il doit être convoqué chaque fois que deux membres du conseil de surveillance le demandent.

Art. 14. Le conseil de surveillance est l'organe consultatif. Il donne des avis au conseil d'administration chaque fois que ce dernier lui en fera la demande.

Le conseil d'administration ne pourra valablement adopter de résolution sans l'approbation préalable du conseil de surveillance sur les matières suivantes:

l'adoption du budget annuel;

la nomination et la révocation des membres de la direction (définis comme les employés ayant une rémunération annuelle excédant EUR 100.000,-);

la définition de la stratégie et la rédaction d'un nouveau business plan;

la structuration de la dette et les emprunts dépassant EUR 100.000,-;

l'acquisition d'autres entités ou actifs, dont la valeur dépasse EUR 250.000,-;
 la définition des critères d'octroi aux différentes catégories d'employés de nouvelles options sur actions;
 la participation à des procédures en justice qui sont essentielles pour l'activité de la société et/ou de ses filiales, sauf pour les mesures qui nécessitent une action immédiate;
 l'exercice des droits de vote dans les filiales;
 la mise en gage des actions de la société.

Sous-titre III.- Pouvoir de signature et délégation de pouvoir

Art. 15. La société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs ou par la signature d'un administrateur-délégué, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu des dispositions de l'article 16 des statuts.

Art. 16. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Il peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, associés ou non.

Art. 17. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur délégué à ces fins.

Titre IV.- Surveillance

Art. 18. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six ans.

Titre V.- Assemblée générale

Sous-titre I^{er}.- Assemblée générale ordinaire

Art. 19. L'assemblée générale ordinaire se réunit dans la Ville de Luxembourg à l'endroit indiqué dans les convocations, le premier lundi du mois d'avril à 14.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'Assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Sous-titre II.- Assemblées générales extraordinaires

Art. 20. Des assemblées extraordinaires des actionnaires pourront être tenues en lieu et place tels que spécifiés dans les convocations respectives. Elles peuvent être tenues à n'importe quel autre lieu que celui du siège social à l'endroit indiqué dans les convocations.

L'assemblée générale des actionnaires dispose des pouvoirs fixés par la loi. De plus, les matières suivantes requièrent l'approbation d'une assemblée générale des actionnaires, et le vote favorable de la majorité des actions de la classe B:

- la nomination du/des réviseur(s) d'entreprises parmi les six plus importantes sociétés de révisorat;
- l'augmentation, la réduction et la modification du capital souscrit et/ou autorisé;
- la vente, le transfert ou la cession de l'universalité des biens de la société ou d'une partie substantielle de celle-ci;
- la liquidation ou la dissolution de la société et ou ses filiales;
- la modification des statuts de la société;
- le changement de la nature des activités;
- l'octroi d'un nouveau plan d'options sur actions pour le personnel et/ou l'émission de warrants;
- la distribution de dividendes;
- la nomination et la révocation des administrateurs;

Titre VI.- Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 21.1. L'année sociale commence le premier janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 21.2. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société.

Art. 21.3. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Art. 21.4. Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Titre VII.- Dissolution, Liquidation

Art. 22.1. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Art. 22.2. Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale, qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 22.3. Après paiement de toutes les dettes et, le cas échéant, constitution de provisions, le solde sera réparti entre actionnaires dans l'ordre suivant:

D'abord les détenteurs d'actions de la classe B recevront le remboursement de la prime d'émission versée lors de l'augmentation de capital par émission des actions de la classe B au pro-rata de leurs participations dans la société;

Ensuite les détenteurs d'actions de la classe B et les détenteurs d'actions ordinaires de la classe A participeront pari passu et pro rata dans la distribution de ce qui reste.

Titre VIII.- Dispositions générales

Art. 23. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives.»

16. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence, laquelle, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires présents et les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Qu'il résulte de ladite liste de présence que des 10.000.000 actions émises de la société 9.973.958 actions sont représentées à la présente assemblée.

Que le bureau déclare et constate que les actionnaires ont été convoqués suivant les prescriptions légales.

III.- Qu'en conséquence la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière, après délibération, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'adopter l'euro comme devise du capital.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de convertir le capital actuel de LUF 500.000.000,- en EUR 12.394.676,24.

Troisième résolution

L'assemblée décide une première augmentation du capital converti à concurrence de EUR 323,76, pour le porter de EUR 12.394.676,24 à EUR 12.395.000,-, sans émission d'actions nouvelles.

L'assemblée constate que la libération intégrale de l'augmentation de capital ci-avant réalisée a été faite par les anciens actionnaires majoritaires au prorata de leur participation actuelle dans la société, moyennant versement en numéraire à un compte bancaire au nom de la société anonyme INFORMATION TECHNOLOGY MASTERS INTERNATIONAL S.A., en abrégé IT MASTERS INTERNATIONAL S.A., prédésignée, de sorte que la somme de EUR 323,76 se trouve dès à présent à la libre disposition de cette dernière, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant par une attestation bancaire.

Quatrième résolution

L'assemblée décide une deuxième augmentation du capital social à concurrence de EUR 1.473.575,-, pour le porter du montant de EUR 12.395.000,- à EUR 13.868.575,-, par l'émission de 1.188.877 actions nouvelles sans désignation de valeur nominale, chacune ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes.

Les 1.188.877 actions nouvellement émises sont intégralement souscrites par les actionnaires majoritaires comme suit:

- 396.293 actions par Monsieur Philippe Moitroux, administrateur de société, demeurant à B-4452 Paifve, 34, rue du Centenaire,

- 396.292 actions par Monsieur Jean-Marc Trinon, administrateur de société, demeurant à B-4020 Liège, 2, avenue de la Rousselière,

- 396.292 actions par Monsieur Bernard Lemerrier, administrateur de société, demeurant à B-1420 Braine l'Alleud, 125, chaussée de Tubize,

et libérées entièrement par apport de chacun d'eux de 12 actions ordinaires de la société IT MASTERS BELGIAN GROUP S.A., ayant son siège social à B-1420 Braine l'Alleud, 125, chaussée de Tubize, évaluées à EUR 2.912.749,-,

- a) EUR 1.473.575,- dudit montant sont affectés au capital, soit EUR 491.192,- apportés par Monsieur Philippe Moitroux, prénommé, EUR 491.191,- apportés par Monsieur Jean-Marc Trinon, prénommé, et EUR 491.192,- apportés par Monsieur Bernard Lemerrier, prénommé;

- b) EUR 1.439.174,- comme prime d'émission affectée à une réserve libre, soit EUR 479.726,- apportés par Monsieur Philippe Moitroux, prénommé, EUR 479.724,- apportés par Monsieur Jean-Marc Trinon, prénommé, et EUR 479.724,- apportés par Monsieur Bernard Lemerrier, prénommé;

- c) les actions apportées représentent 12,6% du capital de IT MASTERS BELGIAN GROUP S.A., prénommée.

Cet apport fait l'objet d'un rapport établi par le réviseur d'entreprises indépendant FIDUCIAIRE INTERNATIONALE, S.à r.l., avec siège social à L-1725 Luxembourg, 28, rue Henri VII, conformément aux stipulations de l'article 26-1 de la loi sur les sociétés commerciales et qui conclut de la manière suivante:

«Conclusions

Sur base des vérifications effectuées telles que décrites au point précédent et conformément aux recommandations de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, nous n'avons aucune observation à formuler sur la valeur de l'apport qui correspond au moins au nombre, au pair comptable et à la prime d'émission des actions à émettre en contrepartie.

Luxembourg, le 23 août 2001.»

Ledit rapport, signé ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

Cinquième résolution

L'assemblée décide une troisième augmentation du capital souscrit de la société à concurrence de EUR 3.025.800,-, pour le porter du montant de EUR 13.868.575,- à EUR 16.894.375,-, par l'émission de 2.441.210 actions nouvelles sans désignation de valeur nominale, chacune ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes.

Les 2.441.210 actions nouvellement émises sont intégralement souscrites, après renonciation au droit de souscription préférentiel par les actionnaires minoritaires, comme suit:

a) 853.845 actions par NeSBIC CONVERGING TECHNOLOGIES & e-COMMERCE (CTe) FUND II B.V., une société de droit néerlandais, ayant son siège social à Savannahweg 17, 3542 AW Utrecht («CTe FUND II B.V.»), par apport en numéraire de EUR 2.098.578,-, dont EUR 1.058.313,- dudit montant sont affectés au capital et EUR 1.040.265,- représentent une prime d'émission affectée à une réserve libre.

b) 549.096 actions par NeSBIC CONVERGING TECHNOLOGIES & e-COMMERCE (CTe) FUND II C.V., une société de droit néerlandais, ayant son siège social à Savannahweg 17, 3542 AW Utrecht («CTe FUND II C.V.»), par apport en numéraire de EUR 1.349.568,-, dont EUR 680.587,- dudit montant sont affectés au capital et EUR 668.981,- représentent une prime d'émission affectée à une réserve libre.

c) 21.098 actions par STICHTING BEHEER FRIENDS OF (CTe) II, une fondation de droit néerlandais, ayant son siège social à Savannahweg 17, 3542 AW Utrecht («CTe FUND II FRIENDS»), par apport en numéraire de EUR 51.854,-, dont EUR 26.150,- dudit montant sont affectés au capital et EUR 25.704,- représentent une prime d'émission affectée à une réserve libre.

d) 813.737 actions par AIR LIQUIDE VENTURES, un fond commun de placement à risque de droit français, ayant son siège social à 6, rue Cognacq Jay, 75007 Paris, France («AIR LIQUIDE VENTURES»), par apport en numéraire de EUR 2.000.000,-, dont EUR 1.008.600,- dudit montant sont affectés au capital et EUR 991.400,- représentent une prime d'émission affectée à une réserve libre.

e) 203.434 actions par BANK BRUSSEL LAMBERT, une société anonyme de droit belge, ayant son siège social à avenue Marnix 24, Bruxelles, par apport en numéraire de EUR 500.000,-, dont EUR 252.150,- dudit montant sont affectés au capital et EUR 247.850,- représentent une prime d'émission affectée à une réserve libre.

Faisant un apport global en numéraire de EUR 6.000.000,-, dont EUR 3.025.800,- dudit montant sont affectés à l'augmentation de capital et EUR 2.974.200,- représentent une prime d'émission affectée à une réserve libre, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Sixième résolution

L'assemblée décide de convertir les 13.630.087 actions existantes en 11.188.877 actions ordinaires A sans désignation de valeur nominale, attribuées aux actionnaires d'origine et en 2.441.210 actions B sans désignation de valeur nominale attribuées aux cinq actionnaires:

- NeSBIC CONVERGING TECHNOLOGIES & e-COMMERCE (CTe) FUND II B.V., prédésignée;
- NeSBIC CONVERGING TECHNOLOGIES & e-COMMERCE (CTe) FUND II C.V., prédésignée;
- STICHTING BEHEER FRIENDS OF (CTe) II, prédésignée;
- AIR LIQUIDE VENTURES, prédésignée;
- BANK BRUSSEL LAMBERT, prédésignée.

Septième résolution

Tous pouvoirs sont conférés au conseil d'administration pour la mise en oeuvre de la conversion ci-avant mentionnée.

Huitième résolution

L'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 5. Alinéa 1^{er}.** Le capital social est fixé à seize millions huit cent quatre-vingt-quatorze mille trois cent soixante-quinze euros (16.894.375,- EUR) représenté par onze millions cent quatre-vingt-huit mille huit cent soixante-dix-sept (11.188.877) actions ordinaires de la classe A et deux millions quatre cent quarante et un mille deux cent dix (2.441.210) actions de la classe B, toutes sans désignation de valeur nominale.»

Neuvième résolution

L'assemblée décide d'introduire un conseil de surveillance pour la société.

Dixième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 21.1 des statuts pour adopter une année sociale commençant le 1^{er} janvier et se terminant le 31 décembre de chaque année et accepte que l'année sociale ayant commencé le 1^{er} juillet 2001 se termine le 31 décembre 2001.

Le premier alinéa de l'article 21.1 des statuts aura la teneur suivante:

«**Art. 21.1. Alinéa 1^{er}.** L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.»

Onzième résolution

L'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 19 des statuts pour adapter la date de l'assemblée générale annuelle à l'année sociale modifiée.

Le premier alinéa de l'article 19 des statuts aura la teneur suivante:

«**Art. 19. Alinéa 1^{er}.** L'assemblée générale ordinaire se réunit dans la Ville de Luxembourg à l'endroit indiqué dans les convocations le premier lundi du mois d'avril à 14.00 heures.»

Douzième résolution

L'assemblée générale décide de procéder à une refonte complète des statuts et de les adopter comme ci-avant re-produits dans l'ordre du jour sous le point 15.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de trois millions huit cent quarante mille francs luxembourgeois.

Pour les besoins de l'enregistrement le montant total des augmentations de capital et des primes est évalué à la somme de 359.552.463,83 LUF.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: Docquier, Hennebert, Moitroux, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 6 septembre 2001, vol. 515, fol. 54, case 9. – Reçu 3.595.525 francs.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 13 septembre 2001.

J. Seckler.

(58268/231/359) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

INSURANCE PARTICIPATIONS COMPANY, Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 13.756.

Statuts coordonnés au 11 juillet 2001 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2001, vol. 557, fol. 75, case 1.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 septembre 2001.

Signature.

(58269/531/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

INTERNATIONAL HOTEL DEVELOPMENT COMPANY S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R. C. Luxembourg B 9.937.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 11 septembre 2001, vol. 557, fol. 66, case 11, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société INTERNATIONAL HOTEL DEVELOPMENT COMPANY S.A.

Signature

(58270/005/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

INTERNATIONAL LIFT SYSTEM, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R. C. Luxembourg B 75.082.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 13 septembre 2001, vol. 557, fol. 77, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

D. C. Oppelaar.

(58271/724/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

PINEX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R. C. Luxembourg B 62.685.

Les comptes annuels au 31 décembre 2000 (version abrégée), enregistrés à Luxembourg, le 11 septembre 2001, vol. 554, fol. 68, case 6, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

AFFECTATION DU RESULTAT

- Résultats reportés.	(LUF 701.252,-)
- Perte de l'exercice 2000.	(LUF 379.762,-)
- Report à nouveau	(LUF 1.081.014,-)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(58334/693/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

INTERSHIPPING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 14A, rue des Bains.

R. C. Luxembourg B 66.764.

L'an deux mille un, le quatre septembre.

Par-devant Maître Emile Schlessier, notaire de résidence à Luxembourg, 28, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme INTERSHIPPING S.A. avec siège social à L-1212 Luxembourg, 14A, rue des Bains, constituée suivant acte notarié du 8 octobre 1998, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 935 du 28 décembre 1998, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous la section B et le numéro 66.764.

L'assemblée est présidée par Monsieur Derek Stuart Ruxton, directeur de société, demeurant à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Mademoiselle Peggy Arranz, comptable, demeurant à F-Longwy.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Marcel Wagner, employé privé, demeurant à Strassen.

Le bureau ayant été constitué, le Président expose et l'assemblée constate:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence, signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il résulte de la liste de présence que toutes les actions émises sont présentes ou représentées, de sorte que la présente assemblée a pu se tenir sans avis de convocation préalable.

III.- Que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

1.- Conversion de la devise du capital social de cinq millions de francs luxembourgeois (LUF 5.000.000,00) en cent treize mille cinq cent soixante dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 113.560,00) au cours de change du 31 août 2001.

2.- Suppression de la valeur nominale de mille francs luxembourgeois (LUF 1.000,00) par action, des cinq mille (5.000) actions.

3.- Augmentation du capital social à concurrence de quatre-vingt-six mille quatre cent quarante dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 86.440,00) pour le porter de son montant actuel de cent treize mille cinq cent soixante dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 113.560,00) à deux cent mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 200.000,00), sans création d'actions nouvelles.

4.- Remplacement des cinq mille (5.000) actions existantes sans désignation de valeur nominale, par deux mille (2.000) actions nouvelles et fixation de la valeur nominale de celles-ci à cent dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 100,00) par action.

5.- Fixation du capital autorisé à six cent vingt-cinq mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 625.000,00), représenté par six mille deux cent cinquante (6.250) actions d'une valeur nominale de cent dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 100,00).

6.- Modification afférente des premier et cinquième alinéas de l'article cinq des statuts.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière, après délibération, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de convertir la devise du capital social de cinq millions de francs luxembourgeois (LUF 5.000.000,00) en cent treize mille cinq cent soixante dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 113.560,00) au cours de change du 31 août 2001.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de supprimer la valeur nominale de mille francs luxembourgeois (LUF 1.000,00) de chacune des cinq mille (5.000) actions.

Troisième résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de quatre-vingt-six mille quatre cent quarante dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 86.440,00) pour le porter de son montant actuel de cent treize mille cinq cent soixante dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 113.560,00) à deux cent mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 200.000,00), sans création d'actions nouvelles, à libérer par apports en espèces.

L'assemblée décide d'admettre à la souscription de l'augmentation de capital ci-avant décidée les actionnaires existants au prorata de leur participation dans le capital social actuel.

L'augmentation de capital a été libéré par versement en espèces, de sorte que la somme de quatre-vingt-six mille quatre cent quarante dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 86.440,00) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentaire.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de remplacer les cinq mille (5.000) actions existantes, sans désignation de valeur nominale, par deux mille (2.000) actions nouvelles, attribuées aux actionnaires actuels proportionnellement à leur participation après l'augmentation du capital qui précède, et de fixer la valeur nominale de ces actions nouvelles à cent dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 100,00) chacune.

Cinquième résolution

L'assemblée décide de fixer le capital autorisé à six cent vingt-cinq mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 625.000,00), représenté par six mille deux cent cinquante (6.250) actions d'une valeur nominale de cent dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 100,00).

Sixième résolution

L'assemblée de modifier les premier et cinquième alinéas de l'article cinq des statuts, pour leur donner dorénavant la teneur suivante:

(Version française)

«**Art. 5. Premier alinéa.** Le capital social est fixé à deux cent mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 200.000,00), représenté par deux mille (2.000) actions d'une valeur nominale de cent dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 100,00) chacune, entièrement libérées.

Cinquième alinéa. Le capital social de la société pourra être porté à six cent vingt-cinq mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 625.000,00) par la création et l'émission d'actions nouvelles d'une valeur nominale de cent dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 100,00), jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

(Version anglaise)

«**Art. 5. First paragraph.** The corporate capital is fixed at two hundred thousand dollars of the United States of America (USD 200,000.00), represented by two thousand (2,000) shares with a par value of one hundred dollars of the United States of America (USD 100.00) each.

Fifth paragraph. The corporate share capital may be increased from its present amount to six hundred twenty-five thousand dollars of the United States of America (USD 625,000.00) by the creation and the issue of new shares with a par value of one hundred dollars of the United States of America (USD 100.00) each, with the same rights as those enjoyed by the old shares.»

Evaluation de l'augmentation de capital

Pour les besoins de l'enregistrement, la présente augmentation de capital est évaluée à trois millions huit cent cinq mille neuf cent dix-sept francs luxembourgeois (LUF 3.805.917,00).

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à la somme de deux mille deux cent trente-cinq euros (EUR 2.235,00) soit quatre-vingt-dix mille cent soixante francs luxembourgeois (LUF 90.160,00).

Plus rien ne se trouvant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, les membres du bureau ont signé le présent procès-verbal avec le notaire.

Signé: D.S. Ruxton, P. Arranz, M. Wagner, E. Schlessner.

Enregistré à Luxembourg, le 7 septembre 2001, vol. 131S, fol. 40, case 6. – Reçu 38.059 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 septembre 2001.

E. Schlessner.

(58273/227/102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

INTERSHIPPING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 14A, rue des Bains.

R. C. Luxembourg B 66.764.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 septembre 2001.

E. Schlessner.

(58274/227/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

MANGEN CONSTRUCTIONS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8411 Steinfort, 8A, rue des Carrières.

R. C. Luxembourg B 43.028.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 10 septembre 2001, vol. 557, fol. 62, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 septembre 2001.

Signature.

(58299/619/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

INTERNATIONAL PORTFOLIO HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 77.957.

—
Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 11 septembre 2001, vol. 557, fol. 66, case 11, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société INTERNATIONAL PORTFOLIO HOLDING S.A.

Signature

(58272/005/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

JABORA INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 67.537.

—
Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 13 septembre 2001, vol. 557, fol. 78, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 septembre 2001.

Le Conseil d'administration

Signature

(58276/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

KELLY OPTIMAL HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 62.469.

—
Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 11 septembre 2001, vol. 557, fol. 66, case 11, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société KELLY OPTIMAL HOLDING S.A.

Signature

(58277/005/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

LYX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R. C. Luxembourg B 74.408.

—
Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 13 septembre 2001, vol. 557, fol. 77, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

D. C. Oppelaar.

(58296/724/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

LYX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R. C. Luxembourg B 74.408.

EXTRAIT

Après avoir pris connaissance du bilan au 31 décembre 2000 adopté par l'Assemblée Générale Ordinaire en date du 11 juillet 2001 et en se référant à l'article 100 de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales, l'Assemblée Générale décide de ne pas procéder à une dissolution de la Société, mais de continuer les opérations nonobstant la situation économique et financière de la société et la perte dépassant la moitié du capital social.

Luxembourg, le 11 juillet 2001.

D. C. Oppelaar.

Enregistré à Luxembourg, le 13 septembre 2001, vol. 557, fol. 77, case 8. — Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(58297/724/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

KORTISA & KRÜGER HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2130 Luxembourg, 11, boulevard Dr. Charles Marx.
R. C. Luxembourg B 19.827.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2000, enregistrés à Luxembourg, vol. 557, fol. 70, case 1, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 septembre 2001.

(58279/788/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

KORTISA & KRÜGER HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2130 Luxembourg, 11, boulevard Dr. Charles Marx.
R. C. Luxembourg B 19.827.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 12 mars 2001

La FIDUCIAIRE REUTER-WAGNER & ASSOCIES, S.à r.l., domiciliée à Strassen est nommée commissaire aux comptes en remplacement de la COMPAGNIE LUXEMBOURGEOISE DE REVISION pour une nouvelle période statutaire de 6 ans jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de 2007.

Les mandats des administrateurs de Mesdames Sylvie Theisen et Eliane Irthum et Monsieur Manuel Hack sont reconduits pour une nouvelle période statutaire de 6 ans à savoir jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de 2007.

La continuation des activités de la société est décidée malgré les pertes cumulées dépassant le capital social pour les comptes annuels au 31 décembre 2000.

Pour extrait sincère et conforme

KORTISA & KRÜGER HOLDING S.A.

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 12 septembre 2001, vol. 557, fol. 70, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(58280/788/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

LAGUANA FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R. C. Luxembourg B 82.405.

Constituée suivant acte reçu par M^e Jean-Paul Hencks, notaire de résidence à L-Luxembourg, en date du 7 juin 2001, en attente de publication au Mémorial.

Il résulte d'une lettre adressée à la société LAGUANA FINANCE S.A. en date du 25 juillet 2001 que Monsieur Luc Pletschette a démissionné de sa fonction d'administrateur avec effet immédiat.

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 25 juillet 2001 que Madame Marie-Hélène Moschini, employée privée, demeurant à F-Hussigny, a été cooptée comme administratrice en remplacement de Monsieur Luc Pletschette.

Cette cooptation fera l'objet d'une ratification lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 25 juillet 2001.

Pour la société LAGUANA FINANCE S.A.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 6 septembre 2001, vol. 557, fol. 51, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(58281/622/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

LORQUET HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 74.693.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 11 septembre 2001, vol. 557, fol. 68, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 septembre 2001.

LORQUET HOLDING S.A.

Signatures

(58292/545/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

LAND HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 63.785.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire (sous seing privé) du 31 août 2001

1. En vertu des dispositions prévues à l'article premier de la loi du 10 décembre 1998, l'Assemblée décide de changer le capital social de la société de BEF 1.250.000,- en EUR 30.986,69, avec effet comptable au 1^{er} janvier 2001

2. L'Assemblée décide la suppression de toute référence à la valeur nominale des 1.250 actions de la société et la modification des 1.250 actions de la Société en 1.250 actions sans valeur nominale.

3. L'Assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts de la société, pour lui donner la teneur suivante:

«Le capital social souscrit est fixé à trente mille neuf cent quatre-vingt-six virgule soixante-neuf euros (EUR 30.986,69), représenté par mille deux cent cinquante (1.250) actions sans valeur nominale, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales.»

Pour extrait sincère et conforme

LAND HOLDING S.A.

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 5 septembre 2001, vol. 557, fol. 45, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(58282/545/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

**LC CONSEIL, S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. LC TRADING, S.à r.l.).**

Siège social: Howald.

L'an deux mille un, le neuf août.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange.

Ont comparu:

1. Monsieur Olivier Leg, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg;

2. Monsieur Jean-Michel Crauwels, directeur de sociétés, demeurant à Howald;

tous deux ici représentés par Maître Bernard Felten, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu de deux procurations sous seing privé datées du 8 août 2001.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des comparants et le notaire instrumentant, annexées aux présentes pour être formalisées avec elles.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- Qu'ils sont les seuls associés actuels de la société à responsabilité limitée LC TRADING, S.à r.l avec siège social à Howald, constituée sous la dénomination de MOBILSHOP TRADING, S.à r.l. Unipersonnelle, suivant acte notarié daté du 7 mars 2001, en cours de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, les statuts de la société ayant été modifiés suivant acte notarié du 11 juillet 2001, en cours de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations;

- Qu'ils ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés décident de modifier la dénomination de la société de LC TRADING, S.à r.l. en LC CONSEIL, S.à r.l., et de donner en conséquence, à l'article premier, alinéa premier des statuts, la teneur suivante:

«**Art. 1^{er}. Alinéa 1^{er}.** Il existe une société à responsabilité limitée dont la dénomination est LC CONSEIL, S.à r.l.».

Deuxième résolution

Les associés décident d'étendre l'objet social de la société en ajoutant à l'article 2 des statuts la phrase suivante «La société a également pour objet la gestion, l'administration et l'assistance dans le cadre des activités liées à son objet social et au domaine immobilier», et de modifier en conséquence l'article 2 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 2.** La société a pour objet l'import et l'export en gros et en détail ainsi que l'achat et la vente de tous produits électroniques, matériels de télécommunications, téléphonie et de tous autres matériels dérivés ainsi que de produits en tous genre.

La société a également pour objet la gestion, l'administration et l'assistance dans le cadre des activités liées à son objet social et au domaine immobilier.

Elle peut procéder à toutes opérations mobilières et immobilières, industrielles, civiles, commerciales et financières généralement quelconques se rapportant directement ou indirectement en tout ou en partie à son objet social, ou étant susceptibles à en favoriser la réalisation.

La société peut exercer son activité tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.»

Troisième résolution

Les associés décident d'échanger les actuelles 1.250 parts sociales de la société d'une valeur nominale de dix Euro (10,- EUR) chacune, détenues à concurrence de 625 parts sociales par Monsieur Olivier Leg prénommé et à concurren-

ce de 625 parts sociales par Monsieur Jean-Michel Crauwels prénommé, contre 250 parts sociales d'une valeur nominale de 50,- Euro (50,- EUR) chacune, et d'attribuer ces 250 parts sociales à concurrence de 125 parts sociales à Monsieur Olivier Leg prénommé et à concurrence de 125 parts sociales à Monsieur Jean-Michel Crauwels prénommé.

Quatrième résolution

Les associés décident de modifier l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 5.** Le capital social de la société est fixé à douze mille cinq cents euro (12.500,- EUR) représenté par deux cent cinquante (250) parts sociales d'une valeur nominale de cinquante euro (50,- EUR) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle dans l'actif et dans les bénéfices.».

Plus rien n'étant fixé à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Hesperange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: B. Felten, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 13 août 2001, vol. 130S, fol. 97, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff.(signé): Kirsch.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 10 septembre 2001.

G. Lecuit.

(58283/220/59) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

LC CONSEIL, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: Howald.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 10 septembre 2001.

G. Lecuit.

(58284/220/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

LEGATO FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R. C. Luxembourg B 74.897.

Constituée suivant acte reçu par M^e Robert Schuman, notaire de résidence à L-Differdange, en date du 20 mars 2000, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, n° 490 du 11 juillet 2000.

Il résulte d'une lettre adressée à la société LEGATO FINANCE S.A. en date du 25 juillet 2001 que Monsieur Luc Pletschette a démissionné de sa fonction d'administrateur avec effet immédiat.

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 25 juillet 2001 que Monsieur Didier Kirsch, expert-comptable, demeurant à F-Thionville, a été coopté comme administrateur en remplacement de Monsieur Luc Pletschette.

Cette cooptation fera l'objet d'une ratification lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 25 juillet 2001.

Pour la société LEGATO FINANCE S.A.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 6 septembre 2001, vol. 557, fol. 51, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(58285/622/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

MASSENA HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R. C. Luxembourg B 40.777.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 11 septembre 2001, vol. 557, fol. 66, case 11, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

MASSENA HOLDING S.A.

Signature

(58302/005/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

L.J.D. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R. C. Luxembourg B 66.156.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 13 septembre 2001, vol. 557, fol. 77, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

R. P. Pels.

(58286/724/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

L.J.D. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R. C. Luxembourg B 66.156.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 13 septembre 2001, vol. 557, fol. 77, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

D. C. Oppelaar.

(58287/724/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

L.J.D. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R. C. Luxembourg B 66.156.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 13 septembre 2001, vol. 557, fol. 77, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

R. P. Pels.

(58288/724/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

L.J.D. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 45, boulevard de la Pétrusse.
R. C. Luxembourg B 66.156.

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 août 2001 que:

- La démission du Commissaire aux Comptes actuel, ELPERS & CO, Réviseurs d'Entreprises, ayant son siège social au 11, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, est acceptée et décharge lui est accordée pour le reste de son mandat.

- La démission de M. Dirk C. Oppelaar, administrateur, demeurant 62, rue de Reckenthal, L-2410 Luxembourg, est acceptée et décharge lui est accordée pour le reste de son mandat;

- Mme Sofie Meulders, employée, demeurant 45, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, est élue nouvel administrateur de la société. Elle terminera le mandat de l'administrateur démissionnaire soit jusqu'à l'Assemblée Générale de l'an 2004.

- Le siège social de la société est transféré au 45, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

Pour extrait conforme

R. P. Pels

Enregistré à Luxembourg, le 13 septembre 2001, vol. 557, fol. 77, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(58289/724/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

MANGEN FRERES, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8411 Steinfert, 8A, rue des Carrières.
R. C. Luxembourg B 17.368.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 10 septembre 2001, vol. 557, fol. 62, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 septembre 2001.

Signature.

(58300/619/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

L'OLIVAIE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 62.366.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire (sous seing privé) du 27 août 2001

1. En vertu des dispositions prévues à l'article premier de la loi du 10 décembre 1998, l'Assemblée décide de changer le capital social de la société de LUF 1.250.000,- en EUR 30.986,69, avec effet comptable au 1^{er} janvier 2001.

2. L'Assemblée décide la suppression de toute référence à la valeur nominale des 1.250 actions de la société et la modification des 1.250 actions de la Société en 1.250 actions sans valeur nominale.

3. L'Assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts de la société, pour lui donner la teneur suivante:

«Le capital social souscrit est fixé à trente mille neuf cent quatre-vingt-six virgule soixante-neuf Euros (EUR 30.986,69), représenté par mille deux cent cinquante (1.250) actions sans valeur nominale, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales.»

Pour extrait sincère et conforme

L'OLIVAIE S.A.

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 5 septembre 2001, vol. 557, fol. 45, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(58291/545/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

LUX REAL ESTATE GROUP, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Share Transfer

Cession de Parts Sociales

The undersigned/Le soussigné Monsieur Jean-Marie Nicolay

Address/Adresse 71, rue des Glacis, L-1628 Luxembourg

Confirms having transferred 1 share

Déclare avoir cédé 1 part sociale

In the corporation/De la société à responsabilité limitée LUX REAL ESTATE GROUP, S.à r.l.

To...

A...

Signed in

Date

Fait à Luxembourg

Le 6 novembre 2000

Signature

Signature

Le cédant

Le cessionnaire

Enregistré à Luxembourg, le 12 septembre 2001, vol. 557, fol. 72, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(58295/000/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

MIRABELLA, Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

R. C. Luxembourg B 69.075.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2000, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 12 septembre 2001, vol. 557, fol. 69, case 6, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Ordinaire du 3 septembre 2001

Sont nommés administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2001:

- Monsieur Henri Grisius, licencié en sciences économiques appliquées, demeurant à Luxembourg, Président;
- Monsieur John Seil, licencié en sciences économique appliquées, demeurant à Contern;
- Monsieur Thierry Fleming, licencié en sciences commerciales et financières, demeurant à Mamer.

Est nommée commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2001:

- AUDIEX S.A., société anonyme, Luxembourg.

Luxembourg, le 13 septembre 2001.

Signature.

(58307/534/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

LOWER BASIN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 2B, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 62.569.

Les comptes annuels au 31 décembre 1998 (version abrégée), enregistrés à Luxembourg, le 11 septembre 2001, vol. 557, fol. 68, case 6, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

AFFECTATION DU RESULTAT

- Bénéfice de l'exercice 1998.	4.187,24 USD
- ./.. Affectation à la réserve légale.	-209,36 USD
- Report à nouveau.	3.977,88 USD

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(58293/693/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

LOWER BASIN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 2B, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 62.569.

Les comptes annuels au 31 décembre 1999 (version abrégée), enregistrés à Luxembourg, le 11 septembre 2001, vol. 557, fol. 68, case 6, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

AFFECTATION DU RESULTAT

- Résultats reportés.	3.977,88 USD
- Bénéfice de l'exercice 1999.	33.148,57 USD
./.. Affectation à la réserve légale.	-1.657,42 USD
- Report à nouveau.	35.469,03 USD

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(58294/693/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

M-FUND SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.
R. C. Luxembourg B 42.004.

En l'an deux mille un, le douze septembre.

Par-devant Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de M-FUND Sicav, ayant son siège social à L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais, inscrite dans le registre des sociétés de Luxembourg, numéro B 42.004 et constituée suivant acte reçu par Maître Réginald Neuman, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 1^{er} décembre 1992, publié au Mémorial C, numéro 7 du 6 janvier 1993.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Emmanuel Bégat, employé privé, demeurant à Luxembourg. Le président désigne comme secrétaire Monsieur Grégory Fourez, employé privé, demeurant à Neuvillers.

L'assemblée élit aux fonctions de scrutateur Madame Claire Beckrich, employée privée, demeurant à Hagondange.

Le bureau ainsi constitué, Monsieur le Président déclare et prie le notaire d'acter que:

I. L'ordre du jour de l'assemblée est conçu comme suit:

1) Approbation et ratification du Projet de Fusion publié dans le Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations de Luxembourg et déposé à la Chambre du tribunal d'arrondissement de Luxembourg;

2) Approbation:

a) de la fusion de M-FUND Sicav avec EUREKO Sicav, une société d'investissement à capital variable ayant son siège social à 1A, Heienhaff, L-1736 Senningerberg de la façon suivante:

Les sous-fonds de M-FUND Sicav	Dans les sous-fonds de EUREKO Sicav
M-FUND Sicav Rendimento	EUREKO Sicav Euro Short Term
M-FUND Sicav UK Performer	EUREKO Sicav UK-Equities (sous-fonds nouvellement créé au sein de EUREKO Sicav)
M-FUND Sicav Continental Europe	EUREKO Sicav Continental Europe Equities (sous-fonds nouvellement créé au sein de EUREKO Sicav)
M-FUND Sicav Pacific Rim	EUREKO Sicav Pacific Equities
M-FUND Sicav Japan Profit	EUREKO Sicav Japan Equities (sous-fonds nouvellement créé au sein de EUREKO Sicav)

b) du rapport des directeurs de M-FUND Sicav en relation avec le projet de fusion; et

c) du rapport d'audit prescrit par l'article 266 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

3) De noter que le résultat de la fusion est la clôture de M-FUND Sicav sans liquidation, que toutes les anciennes actions de M-FUND Sicav sont annulées et que les avoirs et les engagements de M-FUND Sicav seront transférés vers EUREKO Sicav le jour de la fusion, comme mentionné dans les termes du Projet de Fusion.

II. La présente assemblée a été convoquée par lettre recommandée contenant l'ordre du jour en date du 7 juillet 2001.

III. Il apparaît, au vu de la liste de présence, que sur les 1.636.029 actions en circulations 1.600.559 actions sont représentées à cette assemblée, de façon à ce que cette assemblée puisse valablement délibérer et voter sur le point à l'ordre du jour, le quorum de présence tel que requis par la loi et les statuts de la société étant remplis.

IV. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent figurent sur une liste de présence, laquelle, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés et le bureau de l'assemblée, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise, avec les procurations, aux formalités de l'enregistrement.

Après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président, et après avoir entendu le rapport spécial du conseil d'administration sur le Projet de Fusion et le rapport du réviseur d'entreprises sur le Projet de Fusion, l'assemblée a adopté par vote unanime les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale des actionnaires décide d'approuver et de ratifier le Projet de Fusion du 19 juillet 2001, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations du 10 août 2001, numéro 627.

Deuxième résolution

L'assemblée générale des actionnaires décide d'approuver:

a) la fusion de M-FUND SIVAV avec EUREKO Sicav, une Société d'investissement à Capital Variable ayant son siège social à 1A, Heienhaff, L-1736 Senningerberg de la façon suivante:

Les sous-fonds de M-FUND Sicav	Dans les sous-fonds de EUREKO Sicav
M-FUND Sicav Rendimento	EUREKO Sicav Euro Short Term
M-FUND Sicav UK Performer	EUREKO Sicav UK-Equities (sous-fonds nouvellement créé au sein de EUREKO Sicav)
M-FUND Sicav Continental Europe	EUREKO Sicav Continental Europe Equities (sous-fonds nouvellement créé au sein de EUREKO Sicav)
M-FUND Sicav Pacific Rim	EUREKO Sicav Pacific Equities
M-FUND Sicav Japan Profit	EUREKO Sicav Japan Equities (sous-fonds nouvellement créé au sein de EUREKO Sicav)

b) le rapport des directeurs de M-FUND Sicav en relation avec le Projet de Fusion; et

c) le rapport du réviseur prescrit par l'article 266 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, tel qu'annexé au projet de fusion du 19 juillet 2001, prémentionné.

Troisième résolution

Suite à l'adoption des résolutions précédentes, l'assemblée générale constate que suite à la fusion et sous réserve que les actionnaires de EUREKO Sicav ne convoquent pas une assemblée approuvant la fusion, M-FUND Sicav sera liquidée et toutes les actions seront annulées du fait que l'ensemble des avoirs et des engagements de M-FUND Sicav seront transférés vers EUREKO Sicav le jour de la fusion, comme mentionné dans les termes du Projet de Fusion.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour l'assemblée est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les comparants ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: E. Bégat, G. Fourez, C. Beakrich, E. Schroeder.

Enregistré à Mersch, le 12 septembre 2001, vol. 419, fol. 29, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 13 septembre 2001.

E. Schroeder.

(58298/228/82) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

MERCAN HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R. C. Luxembourg B 69.853.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 11 septembre 2001, vol. 557, fol. 66, case 11, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

MERCAN HOLDING S.A.

Signature

(58303/005/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

MANNELLI ELECTRONICS, Société Anonyme.

Siège social: L-8080 Bertrange, 50, route de Longwy.

R. C. Luxembourg B 46.883.

Procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du jeudi 19 juillet 2001

Le 9 juillet 2001, au siège social de la société, les actionnaires de la société anonyme MANNELLI ELECTRONICS S.A. se sont réunis en assemblée générale extraordinaire.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Mannelli Remo.

Monsieur le président désigne comme secrétaire Madame Rischette Nathalie.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Eckers Wolfgang.

La totalité des actions est présente ou représentée, ainsi que le témoigne la liste de présence, qui après avoir été signée par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal.

Monsieur le président expose que la présente assemblée:

A. a pour ordre du jour:

1. Conversion du capital social actuellement exprimé en LUF en EUR, de 1.250.000,- LUF à 30.986,69 Euros.

2. Suppression de la valeur nominale des actions et de la mention du capital social.

3. Adaptation de l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

Le capital social est fixé à trente mille neuf cent quatre-vingt-six euros et soixante-neuf cents (30.986,69) représenté par cent (100) actions sans désignation de valeur nominale.

B. que la totalité des actions est présente ou représentée, et que les associés présents se reconnaissent dûment convoqués.

C. la présente assemblée, réunissant la totalité des actions étant ainsi régulièrement constituée elle peut valablement délibérer sur les objets portés à l'ordre du jour.

Après discussion, l'assemblée générale prend les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés décident à l'unanimité la conversion du capital actuellement exprimé en LUF en EUR, de 1.250.000,- LUF à 30.986,69 EUR.

Deuxième résolution

Les associés décident à l'unanimité de supprimer la valeur nominale des actions.

Troisième résolution

Les associés décident à l'unanimité l'adaptation de l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

Le capital social est fixé à trente mille neuf cent quatre-vingt-six euros et soixante-neuf cents (30.986,69) Euros représenté par cent (100) actions sans désignation de valeur nominale.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Signature / Signature / Signature

Le Président / Le Secrétaire / Le Scrutateur

Enregistré à Luxembourg, le 12 septembre 2001, vol. 557, fol. 72, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(58301/514/41) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

MIVA S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R. C. Luxembourg B 41.112.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire (sous seing privé) du 27 août 2001

1. En vertu des dispositions prévues à l'article premier de la loi du 10 décembre 1998, l'Assemblée décide de changer le capital social de la société de ITL 620.000.000,- en EUR 320.203,28 avec effet comptable au 1^{er} janvier 2001.

2. L'Assemblée décide la suppression de toute référence à la valeur nominale des 6.200 actions de la société et la modification des 6.200 actions de la Société en 6.200 actions sans valeur nominale.

3. L'Assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts de la société, pour lui donner la teneur suivante:

«Le capital social souscrit est fixé à trois cent vingt mille deux cent trois virgule vingt-huit Euros (EUR 320.203,28), représenté par six mille deux cents (6.200) actions sans valeur nominale, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales.»

Pour extrait sincère et conforme

MIVA S.A.

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 5 septembre 2001, vol. 557, fol. 45, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(58308/545/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

MILANO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 53.507.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 11 septembre 2001, vol. 557, fol. 68, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 septembre 2001.

MILANO S.A.

Signature

(58304/545/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

MILL SHOES, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 28.728.

Les comptes annuels au 31 décembre 2000, enregistrés à Luxembourg, le 23 août 2001, vol. 557, fol. 70, case 2, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 septembre 2001.

(58305/603/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

MINOS PARTICIPATIONS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 37.417.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire (sous seing privé) du 27 août 2001

1. En vertu des dispositions prévues à l'article premier de la loi du 10 décembre 1998, l'Assemblée décide de changer le capital social de la société de BEF 1.250.000,- en EUR 30.986,69, avec effet comptable au 1^{er} janvier 2001.

2. L'Assemblée décide la suppression de la valeur nominale des 1.250 actions existantes de la société.

3. L'Assemblée décide l'augmentation du capital souscrit à concurrence de EUR 263,31 pour le porter de son montant actuel après conversion, de EUR 30.986,69 à celui de EUR 31.250,- par incorporation au capital social d'une partie des réserves disponibles à due concurrence sans création et émission d'actions nouvelles, chaque action sans valeur nominale.

4. L'Assemblée décide de remplacer les mille deux cent cinquante (1.250) actions existantes sans expression de valeur nominale par mille deux cent cinquante (1.250) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune et de les attribuer aux actionnaires actuels.

5. L'Assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts de la société, pour lui donner la teneur suivante:

«Le capital social souscrit est fixé à trente et un mille deux cent cinquante Euros (EUR 31.250,-), représenté par mille deux cent cinquante (1.250) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales.»

Pour extrait sincère et conforme

MINOS PARTICIPATIONS S.A.

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 5 septembre 2001, vol. 557, fol. 45, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(58306/545/27) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

MONDIAL T HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1217 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 59.240.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 12 septembre 2001, vol. 557, fol. 73, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 septembre 2001.

MONDIAL T HOLDING S.A.

Signatures

(58311/545/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

MONASTAR, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 15, rue de la Chapelle.
R. C. Luxembourg B 63.534.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2000, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 12 septembre 2001, vol. 557, fol. 69, case 6, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Ordinaire du 26 juillet 2001

Sont nommés administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2001:

- Monsieur Armand Haas, licencié en sciences commerciales et financières, demeurant à Rameldange, Président;
- Monsieur Thierry Fleming, licencié en sciences commerciales et financières, demeurant à Mamer;
- Monsieur Claude Zimmer, licencié en droit et maître en sciences économiques, demeurant à Luxembourg.

Est nommée commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2001:

- AUDIEX S.A., Société Anonyme, Luxembourg.

Luxembourg, le 13 septembre 2001.

Signature.

(58309/534/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

MONAT HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 63.793.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire (sous seing privé) du 31 août 2001.

1. En vertu des dispositions prévues à l'article premier de la loi du 10 décembre 1998, l'Assemblée décide de changer le capital social de la société de BEF 1.250.000,- en EUR 30.986,69, avec effet comptable au 1^{er} janvier 2001.

2. L'Assemblée décide la suppression de toute référence à la valeur nominale des 1.250 actions de la société et la modification des 1.250 actions de la Société en 1.250 actions sans valeur nominale.

3. L'Assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts de la société, pour lui donner la teneur suivante:

«Le capital social souscrit est fixé à trente mille neuf cent quatre-vingt-six virgule soixante-neuf Euros (EUR 30.986,69), représenté par mille deux cent cinquante (1.250) actions sans valeur nominale, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales.»

Pour extrait sincère et conforme

MONAT HOLDING S.A.

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 5 septembre 2001, vol. 557, fol. 45, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(58310/545/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

PAUL SCHAAL ET FILS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: Mersch.
R. C. Luxembourg B 23.694.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 3 août 2001, que:

1. l'assemblée décide de convertir la devise du capital social de francs luxembourgeois en euros au cours de LUF 40,3399 pour EUR 1,- de façon à ce que le capital social actuel de LUF 1.250.000,- soit établi à EUR 30.986,69. La conversion s'applique avec effet au 1^{er} janvier 2001.

2. l'assemblée décide d'augmenter le capital social par incorporation de bénéfices reportés d'un montant de 13,31 euros pour le porter de son montant actuel de 30.986,69 euros à 31.000,- euros sans émission de parts nouvelles.

3. l'assemblée décide d'adapter en conséquence la valeur nominale des parts sociales. La nouvelle valeur nominale est fixée à 24,80 euros par part.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 12 septembre 2001, vol. 557, fol. 70, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(58331/549/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

MONDIALUX INVESTISSEMENT S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 21.894.

Statuts coordonnés au 26 juillet 2001 enregistrés à Luxembourg, le 13 septembre 2001 vol. 557, fol. 75, case 7 et déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 septembre 2001.

(58312/531/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

MONPAT, Société Civile Immobilière.

Siège social: Mondorf.

L'an deux mille un, le neuf août.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange.

Ont comparu:

1. Madame Agnès Leenaert, administrateur de sociétés, demeurant à F-57000 Metz, 4, rue de la Garde.
2. Monsieur Marc Salmon, étudiant, demeurant à F-57000 Metz, 4, rue de la Garde.
3. Monsieur Eric Salmon, directeur de société, demeurant à Mondorf.

Les comparants sub 2. et 3. sont ici représentés par Madame Agnès Leenaert, prénommée, en vertu de deux procurations sous seing privé données à Metz, le 7 août 2001.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signée ne varietur par la comparante et le notaire instrumentant, annexées aux présentes pour être formalisées avec elles.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de documenter ce qui suit:

1.- Qu'ils sont les seuls associés de la société civile immobilière MONPAT, avec siège social à Mondorf, constituée suivant acte du notaire instrumentant, en date du 12 février 1997, publié au Mémorial, Recueil C, numéro 293 du 12 juin 1997;

2.- Cessions de parts:

a) Madame Agnès Leenaert, prénommée, déclare par les présentes céder et transporter avec toutes les garanties de fait et de droit, avec effet à la date de ce jour, à Monsieur Pierre Salmon, étudiant, demeurant à F-57000 Metz, 4, rue de la Garde, ici représenté par Madame Agnès Leenaert, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Metz, le 7 août 2001 et ce acceptant, cinq (5) parts d'intérêts en pleine propriété et vingt-huit (28) parts d'intérêts en nu-propriété.

b) Madame Agnès Leenaert, prénommée, déclare par les présentes céder et transporter avec toutes les garanties de fait et de droit, avec effet à la date de ce jour, à Eric Salmon, représenté comme dit ci-avant et ce acceptant, vingt-huit (28) parts d'intérêts en nu-propriété;

c) Madame Agnès Leenaert, prénommée, déclare par les présentes céder et transporter avec toutes les garanties de fait et de droit, avec effet à la date de ce jour, à Marc Salmon, représenté comme dit ci-avant et ce acceptant, vingt-huit (28) parts d'intérêts en nu-propriété;

Lesdites cessions de parts ont lieu au prix total de 89.000,-, montant que la cédante déclare avoir reçu avant la signature des présentes en dehors de la présence du notaire instrumentant, ce dont il est confirmé bonne et valable quittance.

Les parts cédées ne sont représentées par aucun titre. Les cessionnaires sont propriétaires des parts cédées à partir de ce jour et ils auront droit aux bénéfices éventuels y afférents à compter de ce jour.

En conséquence, la cédante met et subroge les cessionnaires dans tous ses droits et obligations attachés aux parts sociales présentement cédées.

Ensuite, les associés, à savoir:

1. Madame Agnès Leenaert, prénommée,
2. Monsieur Marc Salmon, prénommé, représenté comme dit ci-avant,
3. Monsieur Eric Salmon, prénommé, représenté comme dit ci-avant,
4. Monsieur Pierre Salmon, prénommé, représenté comme dit ci-avant,

se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, à laquelle ils s'entendent par ailleurs dûment convoqués, et ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés actuels déclarent, en vertu de l'article 6 des statuts, donner leur accord aux cessions de parts ci-avant documentées.

Deuxième résolution

Suite aux cessions de parts ci-avant constatées, les associés décident de modifier l'article 5 des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

«**Art. 5.** Le capital social est fixé à cent mille francs luxembourgeois (100.000,- LUF) représenté par cent (100) parts d'intérêts d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000,- LUF) chacune, qui ont été attribuées comme suit:

1. Madame Agnès Leenaert, administrateur de sociétés, demeurant à F-57000 Metz, 4, rue de la Garde, 1 part d'intérêts en pleine propriété et 84 parts d'intérêts en usufruit
2. Monsieur Marc Salmon, étudiant, demeurant à F-57000 Metz, 4, rue de la Garde,

5 parts d'intérêts en pleine propriété et 28 parts d'intérêts en nu-propriété

3. Monsieur Eric Salmon, directeur de société, demeurant à Mondorf,

5 parts d'intérêts en pleine propriété et 28 parts d'intérêts en nu-propriété

4. Monsieur Pierre Salmon, étudiant, demeurant à F-57000 Metz, 4, rue de la Garde,

5 parts d'intérêts en pleine propriété et 28 parts d'intérêts en nu-propriété

Total: cent parts d'intérêts 100»

La gérante, Madame Agnès Leenaert, prénommée, déclare accepter lesdites cessions de parts au nom et pour compte de la société et dispenser les cédants de les faire notifier à la société, le tout conformément à l'article 1690 du Code civil.

Dont acte, fait et passé à Hesperange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. Leenaert, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 13 août 2001, vol. 130S, fol. 98, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff.(signé): Kirsch.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 12 septembre 2001.

G. Lecuit.

(58313/220/71) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

MONPAT, Société Civile Immobilière.

Siège social: Mondorf.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 12 septembre 2001.

G. Lecuit.

(58314/220/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

MULAN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R. C. Luxembourg B 68.619.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 11 septembre 2001, vol. 557, fol. 68, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 septembre 2001.

MULAN S.A.

Signatures

(58315/545/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

OTTOGAS INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R. C. Luxembourg B 54.591.

Constituée suivant acte reçu par M^e Emile Schlessler, notaire de résidence à L-Luxembourg en date du 12 avril 1996, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 342 du 17 juillet 1996.

Statuts modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par M^e Robert Schuman, notaire de résidence à L-Differdange, en date du 24 août 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 809 du 5 novembre 1998.

Il résulte d'une lettre adressée à la société OTTOGAS INTERNATIONAL S.A. en date du 25 juillet 2001 que Monsieur Luc Pletschette a démissionné de sa fonction d'administrateur avec effet immédiat.

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 25 juillet 2001 que Mademoiselle Elisabeth Antona, employée privée, demeurant à L-Luxembourg, a été cooptée comme administratrice en remplacement de Monsieur Luc Pletschette.

Cette cooptation fera l'objet d'une ratification lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 25 juillet 2001.

Pour la société OTTOGAS INTERNATIONAL S.A.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 6 septembre 2001, vol. 557, fol. 51, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(58318/622/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

PARMA HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R. C. Luxembourg B 36.034.

—
Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 13 septembre 2001, vol. 557, fol. 77, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Compère.

(58319/724/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

PARMA HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R. C. Luxembourg B 36.034.

—
Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 13 septembre 2001, vol. 557, fol. 77, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Compère.

(58320/724/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

PARMA HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R. C. Luxembourg B 36.034.

—
Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 13 septembre 2001, vol. 557, fol. 77, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Compère.

(58321/724/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

PARMA HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R. C. Luxembourg B 36.034.

—
Le bilan au 31 décembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 13 septembre 2001, vol. 557, fol. 77, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Compère.

(58322/724/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

PARMA HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R. C. Luxembourg B 36.034.

—
Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 13 septembre 2001, vol. 557, fol. 77, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Compère.

(58323/724/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

PARMA HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R. C. Luxembourg B 36.034.

—
Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 13 septembre 2001, vol. 557, fol. 77, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Compère.

(58324/724/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

PARMA HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R. C. Luxembourg B 36.034.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 13 septembre 2001, vol. 557, fol. 77, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Compère.

(58325/724/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

PARAISO HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 64.284.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 11 septembre 2001, vol. 557, fol. 66, case 11, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

PARAISO HOLDING S.A.

Signature

(58328/005/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

PARGINOR S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 54.717.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 11 septembre 2001, vol. 557, fol. 66, case 11, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

PARGINOR S.A.

Signature

(58329/005/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

PARGINOR S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 54.717.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 21 mars 2001

Messieurs Philippe Wahl et Norbert Schmitz sont réélus Administrateurs pour une nouvelle période de 6 ans. Monsieur Jean-Marie Poos est élu Administrateur pour une période de 6 ans. Monsieur Eric Herremans est réélu Commissaire aux Comptes pour une nouvelle période de 6 ans.

Pour la société

PARGINOR S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 11 septembre 2001, vol. 557, fol. 66, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(58330/005/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

PEDIFIT, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 41.161.

Les comptes annuels au 31 décembre 2000, enregistrés à Luxembourg, le 12 septembre 2001, vol. 557, fol. 70, case 2, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 septembre 2001.

(58332/603/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

ALCANDA HOLDING S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: Luxemburg, 6, rue Zithe.

STATUTEN

Im Jahre zwei tausend eins, den zehnten September,

vor dem unterzeichneten Notar Léon Thomas, genannt Tom Metzler, mit Amtswohnsitz in Luxemburg- Bonneweg,

Sind erschienen:

1) Die BAGARE STIFTUNG, Stiftung liechtensteinischen Rechts, mit Sitz in Vaduz, hier vertreten durch Herrn Hagen Reinsberg, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht vom 13. August 2001.

2) Herr Albert Wildgen, Rechtsanwalt, wohnhaft in L-2014 Luxemburg, 6, rue Zithe, hier vertreten durch Herrn Hagen Reinsberg, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht vom 10. August 2001.

Obengenannte Vollmachten bleiben, nachdem sie durch den Erschienenen und den unterzeichneten Notar ne varietur unterzeichnet wurden, zusammen mit gegenwärtiger Urkunde zur Einregistrierung vorgelegt.

Welche Erschienenen, vertreten wie vorgenannt, den unterzeichneten Notar ersuchen, die Satzung einer von ihnen zu gründenden Gesellschaft aufzunehmen.

Benennung - Sitz - Dauer - Gesellschaftszweck

Art. 1. Hiermit wird zwischen den Zeichnern und all denen Personen, welche später Aktionäre der Gesellschaft werden, eine Gesellschaft in Form einer Aktiengesellschaft (société anonyme), unter der Bezeichnung ALCANDA HOLDING S.A. gegründet.

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft ist Luxemburg. Der Verwaltungsrat hat die Befugnis, Büros, Verwaltungszentren, Niederlassungen, Filialen und Tochtergesellschaften überall, wo er es nötig findet, zu eröffnen, sowohl in Luxemburg als auch im Ausland.

Sollte die normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz oder der reibungslose Verkehr mit dem Sitz oder von diesem Sitze mit dem Ausland durch aussergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art gefährdet werden, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend und bis zur völligen Wiederherstellung normaler Verhältnisse ins Ausland verlegt werden.

Die einstweilige Massnahme betrifft jedoch in keiner Weise die Nationalität der Gesellschaft, die luxemburgisch bleibt.

Die Bekanntmachung einer derartigen Verlegung hat an Dritte zu erfolgen durch die Organe, welche am besten geeignet sind, dies unter den gegebenen Umständen durchzuführen.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist unbeschränkt.

Art. 4. Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen in welcher Form auch immer an anderen in- und ausländischen Gesellschaften sowie die Verwaltung, Kontrolle und Verwertung dieser Beteiligungen und die Vornahme von allen anderen Anlageformen; sie kann alle Arten von Wertpapieren und Baranlagen erwerben, sei es durch Einlage, Zeichnung, Kaufoption, Kauf oder in welcher Art auch immer veräussern sowie die Verwaltung, Überwachung und Betreuung dieser Interesseformen vornehmen. Die Gesellschaft kann sich an der Gründung und Betreuung von Geschäfts- und Industriebetrieben beteiligen, sie kann Anleihen aufnehmen sowie den Gesellschaften an denen sie beteiligt ist, jede Art von Unterstützung, Darlehen, Vorschuss oder Sicherheit gewähren, Schuldscheine oder sonstige Schuldanerkenntnisse ausgeben. Darüber hinaus kann die Gesellschaft alle Geschäfte in Verbindung mit An- und Verkauf tätigen sowie Dienstleistungen für beteiligte Unternehmen in welcher Form auch immer erbringen, eingeschlossen Beratungsdienstleistungen. Die Gesellschaft kann alle Geschäfte mobiliarer wie immobilärer, finanzieller, industrieller oder geschäftlicher Natur, welche direkt oder indirekt mit ihrem Gesellschaftszweck in Verbindung stehen, vornehmen.

Aktienkapital - Aktien

Art. 5. Das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft beträgt 31.000,- (ein und dreissig tausend) Euro und ist eingeteilt in 310 (drei hundert zehn) Aktien ohne Nennwert, voll eingezahlt.

Das gezeichnete Kapital kann durch Beschluss der Hauptversammlung erhöht oder herabgesetzt werden. Die Hauptversammlung wird unter denselben Bedingungen abstimmen, wie bei einer Satzungsänderung.

Die Gesellschaft kann im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen ihre eigenen Aktien zurückkaufen.

Art. 6. Die Aktien der Gesellschaft sind Inhaberaktien.

Die Gesellschaft wird nur einen einzigen Eigentümer pro Aktie anerkennen; falls eine Aktie im Besitz von mehr als einer Person ist, hat die Gesellschaft das Recht die Ausübung aller Rechte der betreffenden Aktie aufzuheben, bis dass eine Person als alleiniger Eigentümer in den Beziehungen mit der Gesellschaft benannt wurde.

Verwaltung - Überwachung

Art. 7. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei Mitgliedern, welche nicht Aktionäre sein müssen, besteht.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden von der Hauptversammlung für eine Dauer, welche sechs Jahre nicht überschreiten darf, ernannt und können jederzeit abberufen werden.

Art. 8. Der Verwaltungsrat kann aus seiner Mitte einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden wählen. Er kann ebenfalls einen Sekretär wählen, der nicht Verwaltungsratsmitglied sein muss, und der dafür verantwortlich

ist, die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und der Hauptversammlungen der Aktionäre zu führen. Die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen sind vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung und, falls vorhanden, vom Sekretär zu unterschreiben.

Abschriften oder Auszüge werden vom Vorsitzenden oder von zwei beliebigen Mitgliedern des Verwaltungsrates unterzeichnet.

Der Verwaltungsrat kommt auf Einberufung durch den Vorsitzenden oder durch zwei Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einberufung festgesetzten Ort zusammen.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrzahl der Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten ist.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an jeder Verwaltungsratssitzung durch eine schriftliche oder per Telegramm, Telex oder Telefax gegebene Vollmacht an ein anderes Verwaltungsratsmitglied teilnehmen. Ein Mitglied des Verwaltungsrates kann mehrere andere Verwaltungsratsmitglieder vertreten.

Der Verwaltungsrat beschliesst mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Verwaltungsratsvorsitzenden ausschlaggebend.

In Dringlichkeitsfällen sind schriftliche Beschlüsse, welche von allen Verwaltungsratsmitgliedern befürwortet und unterschrieben werden, genauso rechtswirksam wie Beschlüsse, die in einer Verwaltungsratssitzung getroffen werden.

Solche Unterschriften können auf einem einzelnen Dokument oder auf mehrfachen Abschriften eines identischen Beschlusses stehen und können durch Brief, Telefax, Telegramm oder Fernschreiben bestätigt werden.

Art. 9. Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse, jegliche Verwaltungs- und Verfügungshandlungen im Interesse der Gesellschaft vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich durch das Gesetz der Hauptversammlung der Aktionäre vorbehalten sind, fallen in die Zuständigkeit des Verwaltungsrates.

Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse betreffend die tägliche Geschäftsführung und Angelegenheiten der Gesellschaft, sowie die Vertretung der Gesellschaft betreffend solche Geschäftsführung und Angelegenheiten, mit dem vorausgehenden Einverständnis der Hauptversammlung der Aktionäre, an ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrates oder an ein Komitee (dessen Mitglieder nicht zwingend Verwaltungsratsmitglieder sein müssen) übertragen, welche unter den Bedingungen und Befugnissen, die vom Verwaltungsrat festgelegt werden, beraten und beschliessen.

Er kann ausserdem jegliche Befugnisse und Sondervollmachten an jede Person, welche nicht zwingend Verwaltungsratsmitglied sein muss, übertragen, Funktionsträger und Angestellte einstellen oder absetzen und ihre Bezüge festsetzen.

Art. 10. Die Gesellschaft wird durch die Einzelunterschrift eines Verwaltungsratsmitgliedes verpflichtet oder durch die Unterschrift eines jeden, auf den der Verwaltungsrat eine derartige Zeichnungsberechtigung übertragen hat.

Art. 11. Die Überwachung der Gesellschaft obliegt einem oder mehreren Kommissaren/Wirtschaftsprüfern, welche von der Hauptversammlung der Aktionäre ernannt werden, die ihre Anzahl, Bezüge und die Dauer ihres Mandates festlegt, welche 6 Jahre nicht überschreiten kann. Abtretende Wirtschaftsprüfer können wiedergewählt werden.

Hauptversammlung

Art. 12. Jede ordnungsmässige Hauptversammlung der Aktionäre wird die Gesamtheit der Aktionäre vertreten. Sie wird die ausgedehntesten Befugnisse haben, alle Handlungen bezüglich der Geschäfte der Gesellschaft anzuordnen, zu vollstrecken oder zu ratifizieren.

Art. 13. Die jährliche Hauptversammlung findet statt am Gesellschaftssitz oder an einem anderen, in der Einberufung angegebenen Ort in Luxemburg-Stadt am zweiten Mittwoch des Monats Juni um 9.00 Uhr und zum ersten Mal im Jahre 2002.

Sofern dieser Tag ein Feiertag ist, findet die Hauptversammlung am ersten darauffolgenden Werktag statt.

Sofern das Gesetz nichts Gegenteiliges vorsieht, werden die Beschlüsse der ordnungsgemäss einberufenen Hauptversammlung der Gesellschafter mit einfacher Mehrheit der anwesenden und abstimmenden Gesellschafter angenommen. Dabei gewährt jede Aktie eine Stimme.

Falls alle Aktionäre an der Hauptversammlung der Aktionäre anwesend oder vertreten sind und falls sie erklären, dass sie über die Tagesordnung informiert wurden, kann die Hauptversammlung ohne vorherige Einberufung oder Bekanntmachung abgehalten werden.

Geschäftsjahr - Geschäftskosten - Gewinnverteilung

Art. 14. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar eines jeden Jahres und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Ausnahmsweise beginnt das erste Geschäftsjahr am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2001.

Art. 15. Jedes Jahr, am Ende des Geschäftsjahres, wird der Verwaltungsrat den Jahresabschluss gemäss den gesetzlichen Bestimmungen erstellen bzw. erstellen lassen.

Spätestens einen Monat vor der Jahreshauptversammlung legt der Verwaltungsrat alle Dokumente bezüglich des Jahresabschlusses zusammen mit seinem Bericht und anderen Dokumenten, welche durch die gesetzlichen Bestimmungen vorgeschrieben sind, den Kommissaren/Wirtschaftsprüfern zur Einsicht vor, welche daraufhin ihren Bericht erstellen.

Der Jahresabschluss, die Berichte des Verwaltungsrates und der Kommissare/Wirtschaftsprüfer und alle solche Dokumente, welche nach den gesetzlichen Bestimmungen erforderlich sind, werden am Gesellschaftssitz vierzehn Tage vor dem Datum, an welchem die Hauptversammlung stattfinden soll, hinterlegt, wo die Aktionäre während den normalen Bürostunden Einsicht nehmen können.

Der Überschuss von Gewinn- und Verlustkonto, nach Abzug aller allgemeinen Kosten, Sozialbeiträge, Abschreibungen und Provisionen für vergangene und zukünftige Verpflichtungen, welche vom Verwaltungsrat festgestellt werden, bildet den Reingewinn.

Jedes Jahr werden fünf Prozent von Reingewinn für die Bildung der gesetzlichen Rücklage verwendet.

Diese Verpflichtung wird aufgehoben, wenn die gesetzliche Rücklage zehn Prozent des gezeichneten Gesellschaftskapitals erreicht hat. Der Saldo steht zur Verfügung der Hauptversammlung.

Im Falle von teilweise einbezahlten Aktien werden die Dividenden anteilig zum einbezahlten Betrag ausgeschüttet. Vorschüsse auf Dividenden können unter den gesetzlichen Bedingungen ausgezahlt werden.

Auflösung - Liquidation

Art. 16. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren (welche natürliche Personen oder Körperschaften sein können) erfolgen, die durch die Hauptversammlung ernannt werden, welche über diese Auflösung entschieden hat und die Befugnisse und Vergütungen des Liquidators/der Liquidatoren festlegen wird.

Art. 17. Für alle Punkte, die nicht in der vorliegenden Satzung vorgesehen sind, gelten die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften wie abgeändert.

Zeichnung und Zahlung

Die Zeichner haben wie folgt gezeichnet und folgende Beträge bar eingezahlt:

Aktionär	Gezeichnetes Kapital (in Euro)	Eingezahltes Kapital (in Euro)	Anzahl der Aktien
1) BAGARE STIFTUNG.	30.900,-	30.900,-	309
2) Albert Wildgen.	100,-	100,-	1
Gesamt:	31.000,-	31.000,-	310

Der Nachweis über diese Zahlungen ist dem unterzeichneten Notar erbracht worden, so dass der Betrag von 31.000,- (ein und dreissig tausend) Euro von heute ab zur Verfügung der Gesellschaft steht.

Bescheinigung

Der unterzeichnete Notar erklärt hiermit die in Artikel 26 des Gesetzes von 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen überprüft zu haben, und bescheinigt ausdrücklich, dass sie erfüllt worden sind.

Kosten

Die Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehen werden, sind auf ungefähr 70.000,- (siebzig tausend) Luxemburger Franken abgeschätzt.

Zwecks Berechnung der Fiskalgebühren wird das Gesellschaftskapital abgeschätzt auf 1.250.537,- (eine Million zwei hundert fünfzig tausend fünf hundert siebenunddreissig) Luxemburger Franken.

Ausserordentliche Hauptversammlung

Als dann traten die eingangs erwähnten Parteien, die das gesamte Aktienkapital vertreten, zu einer ausserordentlichen Hauptversammlung zusammen, zu der sie sich als rechtmässig einberufen bekennen und fassten, nachdem sie die ordnungsgemässe Zusammensetzung dieser Hauptversammlung festgestellt hatten, einstimmig folgende Beschlüsse:

1. Die Zahl der Mitglieder des Verwaltungsrates wird auf 3, die der Kommissare/Wirtschaftsprüfer auf 1 festgesetzt.
2. Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:
 - Herr Dr. Peter Goop, Rechtsanwalt, Heiligkreuz 6, FL-9490 Vaduz
 - Herr Dr. Heinz Grabher, Rechtsanwalt, Heiligkreuz 6, FL-9490 Vaduz
 - Herr Dr. Johannes Burger, Rechtsanwalt, Heiligkreuz 6, FL-9490 Vaduz
3. Zum Kommissar/Wirtschaftsprüfer wird INTERAUDIT, S.à r.l., mit Sitz in 119, avenue de la Faiencerie, L-1511 Luxemburg, ernannt.
4. Der Gesellschaftssitz ist in L-2014 Luxemburg, 6, rue Zithe.
5. Das Mandat der Verwaltungsratsmitglieder erlischt automatisch mit der nächsten ordentlichen Hauptversammlung der Aktionäre.
6. Das Mandat des Kommissars/Wirtschaftsprüfers erlischt automatisch mit der nächsten ordentlichen Hauptversammlung der Aktionäre.

Worüber Urkunde, geschehen und aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Verlesung der Urkunde an den Erschienenen, welcher dem Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnsitz bekannt ist, hat derselbe mit dem Notar die vorliegende Urkunde unterzeichnet

Gezeichnet: Reinsberg, T. Metzler.

Enregistré à Luxembourg, le 11 septembre 2001, vol. 131S, fol. 47, case 10. — Reçu 12.505 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Für gleichlautende Abschrift auf stempelfreies Papier dem Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations zwecks Veröffentlichung erteilt.

Luxemburg-Bonneweg, den 14. September 2001.

T. Metzler.

(58413/222/183) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2001.

PETANGE TAPIS D'ORIENT, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4761 Pétange, 55, route de Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 73.292.

Les comptes annuels au 31 décembre 2000, enregistrés à Luxembourg, le 11 septembre 2001, vol. 557, fol. 68, case 9, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, septembre 2001.

Pour la Gérance

Signature

(58333/576/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

PIOUS HOLDING S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-8210 Mamer, 106, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 38.769.

The balance sheet as at December 31, 2000, registered in Luxembourg on September 13, 2001 Vol. 557, Fol. 76 Case 10, has been deposited at Trade Register of Luxembourg on September 14, 2001.

For publication in Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(58335/695/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

AKIR FINANCES, Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 24-28, rue Goethe.

STATUTS

L'an deux mille un, le vingt-sept août.

Par-devant Maître Georges d'Huart, notaire de résidence à Pétange,

Ont comparu

1) La Société MONTEBELLO FINANCES, société anonyme, dont le siège social est à L-1637 Luxembourg, 24-28, rue Goethe, représentée aux fins des présentes par Monsieur Robert Roderich, administrateur de sociétés, demeurant à L-8118 Bridel, en vertu d'un pouvoir donné le 17 juillet 2001;

2) La Société HORUS, société anonyme de droit français, dont le siège social est à F-51350 Cormontreuil, inscrite au Registre du commerce et des Sociétés de Reims sous le numéro 431 398 668, représentée aux fins des présentes par Monsieur Guy Schosseler, administrateur de sociétés, demeurant à L-3904 Dudelange, en vertu d'un pouvoir donné le 17 juillet 2001.

Les prédicts pouvoirs, après avoir été signés ne varietur, resteront annexés au présent acte pour être soumis aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants ès-qualités qu'ils agissent ont requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er}. Dénomination - Siège social - Durée - Objet

Art. 1^{er}. Entre les personnes ci-avant désignées et toutes celles qui deviendraient dans la suite propriétaires des actions ci-après créées, il est formé une société anonyme sous la dénomination de AKIR FINANCES.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Le siège social pourra être transféré par simple décision du Conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se seront produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée. Elle pourra être dissoute à tout moment par décision de l'Assemblée générale des actionnaires statuant à la majorité des voix requise pour la modification des statuts.

Art. 4. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, à l'administration, à la gestion, au contrôle et à la mise en valeur de participations dans toutes sociétés établies au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, obligations, créances, billets, valeurs et droits immobiliers; participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise; acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière tous titres et valeurs mobilières, les réaliser par voie de vente, de cession,

d'échange ou autrement; faire mettre en valeur ces affaires, accorder tous concours, que ce soit par des prêts, garanties ou de toute autre manière, à des sociétés filiales ou affiliées.

La société peut encore effectuer tous investissements immobiliers.

La société peut emprunter sous toutes les formes et émettre des obligations.

La société pourra, enfin, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, réaliser tous actes, transactions ou opérations commerciales, financières, fiduciaires, civiles, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet social ou qui seront de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

Titre II. Capital - Actions - Obligations

Art. 5. Le capital social souscrit est fixé à la somme de soixante mille euros (60.000,- EUR), représenté par soixante (60) actions d'une valeur nominale de mille euros (1.000,- EUR) chacune, entièrement libérées.

Art. 6. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société pourra, sous réserve des dispositions légales, procéder au rachat de ses propres actions.

Art. 7. Toute action est indivisible; la société ne reconnaît quant à l'exercice des droits accordés aux actionnaires qu'un seul propriétaire pour chaque titre.

Si le même titre appartient à plusieurs personnes, la société peut suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule d'entre elles soit désignée comme étant à son égard propriétaire du titre.

Art. 8. Le capital social pourra être augmenté ou diminué, dans les conditions établies par la loi, par l'Assemblée générale des actionnaires délibérant de la manière exigée pour les changements des statuts.

En cas d'augmentation de capital dans les limites d'un capital autorisé, le Conseil d'administration est autorisé à supprimer ou à limiter le droit de souscription préférentiel des actionnaires.

Art. 9. Le Conseil d'administration peut émettre des emprunts obligataires et en fixer les conditions et modalités.

Titre III. Administration

Art. 10. La société est administrée par un Conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans par l'Assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle.

Les administrateurs sortants sont rééligibles. Le mandat des administrateurs sortants cesse immédiatement après l'Assemblée générale annuelle.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'Assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement.

Dans ce cas, l'Assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive, et l'administrateur nommé dans ces conditions achève le mandat de celui qu'il remplace.

Art. 11. Le Conseil d'administration choisit parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, il est remplacé par l'administrateur le plus âgé.

Le Conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

Sauf dans le cas de force majeure, de guerre, de troubles ou d'autres calamités publiques, le Conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée.

Tout membre empêché ou absent peut donner par écrit, télégramme, télex ou télécopie, confirmé par écrit, à un de ses collègues délégation pour le représenter aux réunions du Conseil et voter à ses lieu et place.

Toute décision du Conseil est prise à la majorité des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du Conseil est prépondérante.

Art. 12. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopie, confirmé par écrit dans les six jours francs. Ces lettres, télégrammes, télex ou télécopie, seront annexés au procès-verbal de la délibération.

En cas d'urgence encore, une décision prise à la suite d'une consultation écrite des administrateurs aura le même effet que les décisions votées lors d'une réunion du Conseil d'administration. Une telle décision pourra être documentée par un ou plusieurs écrits ayant le même contenu, signés chacun, par un ou plusieurs administrateurs.

Art. 13. De chaque séance du Conseil d'administration, il sera dressé un procès-verbal qui sera signé par tous les administrateurs qui auront pris part aux délibérations.

Les copies ou extraits des procès-verbaux, dont production sera faite, seront certifiés conformes par le président ou par deux administrateurs.

Art. 14. Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'Assemblée générale.

Art. 15. Le Conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Il peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, associés ou non.

La délégation des pouvoirs de gestion journalière à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'Assemblée générale.

Art. 16. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs et par la signature individuelle d'un administrateur-délégué, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le Conseil d'administration en vertu de l'Article quinze des statuts.

La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

Art. 17. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la Société par le Conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou administrateur délégué à ces fins.

Art. 18. Aucun contrat et aucune transaction que la Société pourra conclure avec d'autres sociétés ou firmes ne pourront être affectés ou viciés par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs, directeurs ou fondés de pouvoir de la Société auraient un intérêt quelconque dans telle autre société ou firme, ou par le fait qu'il en serait administrateur, associé, directeur, fondé de pouvoir ou employé.

L'administrateur, directeur ou fondé de pouvoir de la Société, qui est administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou firme avec laquelle la Société passe des contrats, ou avec laquelle elle est autrement en relations d'affaires, ne sera pas par là même privé du droit de délibérer, de voter et d'agir en ce qui concerne des matières en relation avec pareil contrat ou pareilles affaires.

Au cas où un administrateur, directeur ou fondé de pouvoir aurait un intérêt personnel dans quelque affaire de la Société, cet administrateur, directeur ou fondé de pouvoir devra informer le Conseil d'administration de son intérêt personnel et il ne délibérera et ne prendra pas part au vote sur cette affaire; rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de pareil administrateur, directeur ou fondé de pouvoir à la prochaine assemblée des actionnaires. Le terme intérêt personnel, tel qu'il est utilisé à la phrase qui précède, ne s'appliquera pas aux relations ou aux intérêts qui pourront exister de quelque manière, en quelque qualité, ou à quelque titre que ce soit, en rapport avec toute société ou entité juridique que le Conseil d'administration pourra déterminer.

La Société indemnisera tout administrateur, directeur ou fondé de pouvoir, ses héritiers, exécuteurs et administrateurs testamentaires pour des dépenses raisonnablement supportées par lui en rapport avec toute action, procès ou procédure dans laquelle il sera impliqué en raison du fait qu'il a été ou qu'il est un administrateur, directeur ou fondé de pouvoir de la Société ou, pour avoir été, à la demande de la Société, administrateur, directeur ou fondé de pouvoir de toute autre société dont la Société est actionnaire ou créancière et de laquelle il ne serait pas indemnisé, excepté en relation avec des affaires dans lesquelles il sera finalement jugé responsable de négligence grave; en cas d'arrangement, l'indemnisation sera seulement réglée en relation avec les affaires couvertes par l'arrangement et pour lesquelles la Société obtient l'avis d'un avocat que la personne qui doit être indemnisée n'a pas commis de négligence grave. Le droit à indemnisation n'exclut pas d'autres droits que l'administrateur, directeur ou fondé de pouvoir ferait valoir.

Titre IV. Surveillance

Art. 19. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'Assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'Assemblée générale; elle ne pourra cependant dépasser six années.

Les commissaires ont un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les opérations de la société. Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes écritures de la société.

Les commissaires doivent soumettre à l'Assemblée générale le résultat de leurs opérations avec les propositions qu'ils croient convenables et lui faire connaître le mode d'après lequel ils ont contrôlé les inventaires.

Titre V. Assemblée générale

Art. 20. L'Assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

Art. 21. L'Assemblée générale annuelle se réunit dans la Ville de Luxembourg, à l'endroit indiqué dans la convocation, le deuxième vendredi du mois de juin de chaque année, à dix heures, et pour la première fois en l'an deux mille deux.

Si la date de l'Assemblée tombe sur un jour férié légal ou bancaire, elle se réunit le premier jour ouvrable suivant.

Art. 22. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le Conseil d'administration peut fixer les conditions et formalités auxquelles doivent satisfaire les actionnaires pour prendre part aux assemblées générales.

Art. 23. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le Conseil d'administration ou par le Commissaire. Elle doit être convoquée par le Conseil d'administration sur la demande d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

Elle se tient au lieu indiqué dans les avis de convocation. Les sujets à l'ordre du jour sont mentionnés dans la convocation.

Art. 24. Tout propriétaire d'actions a le droit de voter aux assemblées générales. Tout actionnaire peut se faire représenter pour un nombre illimité d'actions par un fondé de procuration spéciale sous seing privé.

Chaque action donne droit à une voix, sauf les restrictions imposées par la loi.

Art. 25. L'Assemblée générale délibère suivant le prescrit de la loi luxembourgeoise du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et des lois modificatives. Dans les assemblées non modificatives des statuts, les décisions sont prises à la majorité des voix représentées.

Art. 26. L'Assemblée générale est présidée par le Président du Conseil d'administration ou, à son défaut, par l'administrateur le plus âgé.

Le Président désigne le Secrétaire et l'Assemblée générale élit un ou deux scrutateurs.

Art. 27. Les délibérations de l'Assemblée générale sont consignées dans un procès-verbal qui mentionne les décisions prises, les nominations effectuées, ainsi que les déclarations dont les actionnaires demandent l'inscription.

Le procès-verbal est signé par les membres du bureau. Les extraits qui en sont délivrés sont certifiés conformes par le président ou par deux administrateurs.

Titre VI. Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 28. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année. Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra le temps à courir depuis le jour de la constitution de la société jusqu'au trente et un décembre deux mille un.

Chaque année, le trente et un décembre, les livres, registres et comptes de la société sont arrêtés.

Le Conseil d'administration établit les comptes annuels dans les formes requises par la loi.

Il remet les pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'Assemblée générale ordinaire aux commissaires.

Art. 29. Quinze jours avant l'Assemblée générale annuelle, les comptes annuels, le rapport de gestion du Conseil d'administration, le rapport du Commissaire ainsi que tous autres documents qui pourront être requis par la loi, seront déposés au siège social de la société, où les actionnaires pourront en prendre connaissance.

Art. 30. L'excédent favorable du bilan, après déduction des charges, amortissements et provisions pour engagements passés ou futurs, déterminés par le Conseil d'administration, constituera le bénéfice net de la société.

Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devra toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si, à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve aura été entamé.

Le solde est à la disposition de l'Assemblée générale.

Le Conseil d'administration pourra, sous l'observation des prescriptions légales, procéder à la distribution d'acomptes sur dividendes.

Sur décision de l'Assemblée générale, tout ou partie des bénéfices et réserves disponibles pourront être affectés à l'amortissement du capital, sans que le capital exprimé soit réduit.

Titre VII. Dissolution - Liquidation

Art. 31. La société peut être dissoute par décision de l'Assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'Assemblée générale, qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après la réalisation de l'actif et l'apurement du passif les actions de capital seront remboursées. Toutefois, elles ne seront prises en considération qu'en proportion de leur degré de libération.

Titre VIII. Dispositions générales

Art. 32. La loi du dix août mil neuf cent quinze et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y aura pas été dérogé par les présents statuts.

Souscription

Les statuts de la société ayant ainsi été établis, les comparants déclarent souscrire ainsi qu'il suit aux soixante (60) actions représentant le capitale social:

1) La Société MONTEBELLO FINANCES, préqualifiée, trente actions.	30
2) La Société HORUS, préqualifiée, trente actions.	30
Total: soixante actions.	60

Toutes les actions ont été libérées intégralement par des versements en numéraire, de sorte que la somme de soixante mille euros (60.000,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Constatation

Le notaire soussigné a constaté que les conditions exigées par l'Article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze concernant les sociétés commerciales ont été accomplies.

Evaluation des frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations de toute nature qui incombent à la société en raison du présent acte, est estimé à la somme de cent soixante-dix mille francs luxembourgeois.

Assemblée générale extraordinaire

Et immédiatement après la constitution de la société, les actionnaires représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en Assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix, les décisions suivantes:

1. Le Conseil d'administration est composé de trois membres. Sont nommés administrateurs pour un terme d'une année:

- a) Monsieur Jean-Jacques Frey, dirigeant de sociétés, demeurant à F-51500 Rilly-la-Montagne;
- b) Monsieur Antoine Frey, administrateur de sociétés, demeurant à F-51100 Reims;
- c) Monsieur Robert Roderich, administrateur de sociétés, demeurant à L-8118 Bridel.

2. Est désigné comme Commissaire aux comptes pour un terme d'une année:

- La FIDUCIAIRE WEBER & BONTEMPS, société à responsabilité limitée, avec siège à L-2212 Luxembourg, 6, Place de Nancy.

3. L'Assemblée générale autorise le Conseil d'administration à déléguer ses pouvoirs de gestion journalière à l'un ou plusieurs de ses membres.

4. L'adresse du siège social de la société est fixée, 24-28, rue Goethe, L-1637 Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé avec le notaire le présent acte.

Signé: R. Roderich, G. Schosseler, G. d'Huart.

Pétange, le 5 septembre 2001.

Pour expédition conforme.

G. d'Huart

Notaire

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 31 août 2001, vol. 870, fol. 95, case 3. – Reçu 24.204 francs.

Le Receveur ff. (signé): M. Oehmen.

(58412/207/246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2001.

PKB INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R. C. Luxembourg B 63.410.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 11 septembre 2001, vol. 557, fol. 66, case 11, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

PKB INTERNATIONAL S.A.

Signature

(58336/005/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.

PODIUM INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R. C. Luxembourg B 38.650.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 6 septembre 2001 que:

- M. Bjorn Sandberg démissionne de son poste d'administrateur et décharge lui est accordée pour l'exécution de son mandat;

- M. Dirk C. Oppelaar, legal counsel, 62, rue de Reckenthal, L-2410 Luxembourg est élu au poste d'administrateur et terminera le mandat de son prédécesseur.

Luxembourg, le 6 septembre 2001.

R.P. Pels.

Enregistré à Luxembourg, le 13 septembre 2001, vol. 557, fol. 77, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(58337/724/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2001.
